

SOMMAIRE

Novembre-Décembre 2007

Volume VIII Numéro 5

COMMENTAIRES

- 3 Europe-Afrique : Le Commerce en panne, la Coopération prise en otage. Réflexions sur la contribution du Président Wade sur les relations UE/Afrique
- 7 L'APE et le partenariat Europe-Afrique : nouveau départ ou faux départ ?
- 10 Produits sensibles : le texte des modalités de juillet expliqué de manière simple

NOUVELLES DE L'OMC

- 12 Agriculture : les négociateurs entre espoir et déception
- 13 ADPIC : Une impasse pour les indications géographiques, la biodiversité et la divulgation d'origine, tandis que l'amendement ADPIC se fraye un passage
- 14 Accès au marché pour les produits non agricoles : Pas de progrès et persistance des divergences
- 15 Services : Intensification des discussions sur les services

NOUVELLES REGIONALES

- 16 Europe-Afrique : Un sommet pour un nouveau partenariat ?
- 17 UE-ACP : signature d'accords d'étapes entre l'UE et certains pays africains. L'intégration régionale est-elle menacée ?
- 18 L'aide pour le commerce : les ONG demandent plus d'efficacité
- 19 Coalition africaine contre les Accords de Partenariat Economique (APE) et pour l'ouverture d'un dialogue en vue de construire un partenariat pour la croissance et le développement

PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

- 24 - Publications
- 24 - Événements

conjointe de Enda tiers monde et ICTSD. Elle a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales.

EDITORIAL

Europe-Afrique : la coopération en panne

*par Son Excellence Abdoulaye Wade,
Président de la République du Sénégal*

La Commission européenne presse les Etats africains de signer, avant le 31 décembre, de nouveaux accords de partenariat économique (APE). Ce nouvel instrument de coopération multilatérale est censé prendre le relais des accords de Cotonou, qui viennent à expiration à cette date et qui, depuis sept ans, accordaient aux 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les ACP) un régime dérogatoire au principe de libre-échange et des préférences commerciales unilatérales.

En l'absence de signature de ces nouveaux accords, ce serait le vide entre l'Union européenne et l'Afrique. Cette perspective est doublement catastrophique.

En effet, disparaîtrait, avec les accords de Cotonou, le dispositif qui sert de base à l'aide européenne. Et cette aide est encore plus vitale aujourd'hui pour l'Afrique, au moment où la hausse du prix du pétrole entraîne celle des denrées de première nécessité et déclenche partout le mécontentement populaire et la grogne des syndicats.

Il est vrai que les experts reconnaissent l'échec des accords de Cotonou et, avant eux, de ceux de Yaoundé et de Lomé, qui les ont précédés. L'objectif était d'augmenter les exportations de l'Afrique vers l'Europe, et l'on a abouti au résultat exactement inverse: les exportations de l'Europe

vers l'Afrique ont augmenté de 6,5% depuis 2000, alors que les exportations africaines vers l'Europe se sont très sensiblement détériorées.

Mais le système de remplacement que propose l'Union européenne (les APE) n'est pas acceptable. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'Europe veut changer de partenaire: jusqu'à présent, par une sorte de parallélisme des formes, elle négociait avec l'Union africaine ; désormais, elle entend traiter, distinctement, avec chacune de nos cinq sous-régions. En somme, dès le départ, elle entend mettre en place un système de désintégration, tout en affirmant vouloir renforcer l'intégration africaine.

Ensuite, les nouveaux accords de partenariat économique prétendent démanteler les protections tarifaires et instaurer une parfaite égalité de compétition entre des économies européennes et africaines totalement asymétriques. En clair, cela revient à consacrer et accentuer un déséquilibre de fait et à livrer totalement les marchés africains aux produits européens subventionnés.

Non seulement l'industrie africaine n'a pas la capacité et les structures qui lui permettraient de répondre même à une forte demande européenne, mais ce nouveau dispositif de désarmement tarifaire imposé par le libre-échange

(suite à la page 2)

Europe-Afrique : la coopération en panne
(suite de la page 1)

entraînerait immédiatement d'énormes pertes de recettes douanières pour nos pays : or les recettes douanières constituent entre 35 % et 70 % des budgets des Etats africains. Selon une simulation du Centre d'étude et de recherche sur le développement, entre 2008 et 2015, les pertes de recettes fiscales du Sénégal, si notre pays adopte ce système, passeraient de 38 à 115 milliards de francs CFA. Récemment, le président du Nigeria, opposé aux APE, m'indiquait que son pays perdrait près de 800 millions d'euros par an.

En somme, on nous invite à annoncer aux populations en guise de cadeau de Nouvel An : *« Chers compatriotes, nous venons de signer avec l'Europe un nouvel accord de coopération (sic) qui supprime 35 % de nos budgets. En conséquence, nous allons supprimer des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, des projets de routes, licencier des fonctionnaires... en attendant des compensations hypothétiques ! »* C'est indéfendable.

Au demeurant, l'allocation de sommes d'argent ne compense pas des déséquilibres structurels durables. Entre des mesures pour protéger mon économie d'une concurrence destructrice et une somme d'argent, je préfère les mesures de protection ! L'argent se dépense si vite, et après ?

C'est pourquoi la plupart des pays d'Afrique, à commencer par ceux de l'Afrique occidentale, rejettent ces nouveaux accords, même s'ils demandent des délais pour répondre. Je dis tout haut ce que tout le monde dit tout bas. C'est une question de survie pour nos peuples et nos économies, déjà très éprouvées par les subventions agricoles pratiquées par les pays industrialisés, à hauteur de 1 milliard de dollars/jour, et qui jettent, par exemple, les 12 à 15 millions de

producteurs de coton dans la misère. Alors évitons-leur le coup de massue !

Les partisans d'une alliance Europe Afrique devraient donc envisager une alternative, portée par une vision d'avenir et non par une réaction défensive face à l'arrivée de nouveaux concurrents commerciaux asiatiques sur le continent africain. C'est dans cette perspective que je propose, pour ma part, des accords de partenariat et de développement (APD) qui englobent et dépassent le cadre strictement commercial.

Selon les projections, l'Europe, avec ses faiblesses en termes de compétitivité et de déficit démographique, aura besoin de 20 millions d'immigrants. De son côté, l'Afrique présente des déséquilibres structurels liés à la nature même de son économie. Toutefois, ce continent, dans son ensemble, est pacifié, à l'exception du Darfour et de la Somalie.

Les meilleurs analystes pensent que le monde de demain sera dominé par un quatuor Etats-Unis – Brésil - Chine - Inde, qui exclut l'Europe. Avec l'Afrique, l'Europe pourrait faire mentir cette prévision ! De leur côté, isolés, hors de l'intégration continentale, les pays africains n'auront aucune chance. Ensemble, l'Europe et l'Afrique ont des atouts immenses pour bâtir une alliance stratégique, mettant en commun la science, la technologie, le savoir-faire, les capacités financières de l'Europe, le potentiel humain et les immenses ressources naturelles de l'Afrique.

Du coup, des problèmes aigus comme l'immigration clandestine massive, simple « produit » d'économies dissymétriques, disparaîtront, car les Africains trouveront des emplois chez eux.

Si l'Europe n'a plus que la camisole de force des APE à nous proposer,

on peut se demander si l'imagination et la créativité ne sont pas en panne à Bruxelles. C'est pourquoi je propose les APD articulés autour des principes suivants :

- dissociation du commerce et de l'aide, qui serait coadministrée ;
- constitution d'un espace mixte qui permettrait des investissements budgétaires de l'Europe en Afrique dans une optique keynésienne ;
- accords entre régions du monde au lieu d'un accord mondial OMC, trop global et donc très réducteur ;
- partenariat Europe-Afrique intégrateur donc global, et non parcellisé en 5 accords régionaux, parce que l'Afrique est une continuité géographique ;
- accords sur des produits homogènes : café, cacao, arachide, coton, pêche, produits miniers, manufacturés, etc. ;
- délocalisation industrielle vers l'Afrique : l'Europe ne pouvant pas concurrencer la Chine et l'Inde, pourquoi ne délocaliserait-elle pas en Afrique ses industries qui exportent vers notre continent ? ;
- financement des infrastructures, car si l'Europe ne veut ou ne peut pas le faire, les Chinois le feront plus vite et moins cher !

Les accords de partenariat et de développement permettraient donc d'instaurer un développement équitable et mutuellement enrichissant.

Au total, l'Europe et l'Afrique devraient se forger un destin commun en lançant les fondements d'une alliance objective sur la base de nos complémentarités.

La France pourrait, avec le Sénégal, en prendre l'initiative.

Europe-Afrique : Le Commerce en panne, la Coopération prise en otage*

Réflexions sur la contribution du Président Wade sur les relations UE/Afrique

El Hadji Abdourahmane DIOUF

Le président de la République du Sénégal donne un avis sur les Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne et les pays africains et propose comme alternative des Accords de Partenariat pour le Développement (APD). Dans les lignes qui suivent, nous nous évertuons à donner notre point de vue sur les questions soulevées. Nous avons pris le parti de nous focaliser exclusivement sur les aspects juridiques des questions commerciales abordées. Ce faisant, nous laissons les questions purement économiques de la contribution à la compétence d'experts mieux outillés dans ce domaine.

I. Questions générales soulevées par la proposition

1. L'importance de conclure un accord au plus tard le 31 Décembre 2007.

« *La Commission Européenne presse les Etats africains de signer, avant le 31 Décembre 2007, de nouveaux APE.* » A. Wade

Le délai du 31 décembre a été déterminé de façon objective. Il met un terme à la dérogation de Doha qui prolonge légalement le bénéfice des préférences commerciales. L'octroi de cette dérogation rétablit la compatibilité des dispositions préférentielles avec les provisions de l'article XXIV du GATT/OMC. Le problème est que l'UE a laissé perler l'interprétation de ce délai comme une date fatidique au-delà de laquelle, tout rapport commercial avec l'Afrique serait légalement proscrit et exposerait celle-ci à des difficultés économiques supplémentaires. C'est une manœuvre politique de négociations malheureusement perçue par certains protagonistes comme l'existence d'un *money time* à optimiser en vue d'un accord économique salvateur. Il s'agit en réalité d'un *délai passif* de rémission qui coïncide au renoncement à une

alternative peu crédible en l'état plutôt qu'un *délai actif* articulé autour d'une obligation d'action, quelque soient les méfaits qui en découleraient. Il n'y a donc aucune obligation de signer un Accord au 31 Décembre 2007.

2. L'Accord de Cotonou et les préférences commerciales

« *Ce nouvel instrument de coopération multilatérale (les APE) est censé prendre le relais des accords de Cotonou qui accordaient aux pays ACP un régime dérogatoire au principe de libre échange et des préférences commerciales unilatérales.* » A. Wade

La preuve de l'incompatibilité du régime de Lomé avec les accords de l'OMC était si manifeste qu'il n'a pas été difficile pour ses pourfendeurs de le démanteler à travers le système de règlement des différends de l'OMC. Elle impliquait dès lors un changement de cap et la mise en place d'un régime de coopération d'une autre génération qui devait permettre de passer de la *coopération au développement* au *partenariat économique* ; de la non-réciprocité à la réciprocité intégrale.

L'Accord de Cotonou, agent annoncé de ce changement de paradigme n'a pas réellement permis de changer de cap, du moins pas dans l'immédiat. L'essentiel des dispositions jugées illégales par l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC y sont maintenues et laissent la question de l'incompatibilité entière. Pour ne pas mettre ce nouveau régime commercial en péril, l'UE et les Etats ACP ont dû

adresser à l'OMC une demande de dérogation à l'effet de maintenir le régime de Lomé durant la période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2007. Par pragmatisme, l'Accord de Cotonou organise lui-même, à travers son article 36.3, les conditions et les délais de transition devant déboucher sur les futurs APE au 31 décembre 2007. Une telle prévoyance a été prise en compte par la Conférence ministérielle de l'OMC comme l'une des bases de la dérogation qui a été octroyée à Doha, en 2001. Celle-ci donne la garantie de son caractère exceptionnel, limité dans le temps et qui ne menacerait pas l'intégrité du système commercial.

Ce faisant, l'OMC avait opéré un choix pragmatique. Rejeter la demande de dérogation aurait équivalu à se retrouver dans la situation manifeste de violation de son ordre juridique, comme cela avait été le cas avec les accords de Lomé dans le GATT durant de nombreuses années.

3. A propos d'un possible vide juridique et/ou commercial en cas de non signature d'APE au 31 Décembre 2007.

« *En l'absence de signature de ces nouveaux accords, ce serait le vide entre l'UE et l'Afrique* » A. Wade

3.1. La situation des PMA non signataires d'APE

Elle est régie par l'article 37.9 de l'accord de Cotonou qui engage les communautés européennes à prendre des mesures en vue d'assurer à

(suite à la page 4)

* Les points de vue exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et n'engagent pas ICTSD.

** Docteur en Droit International Economique
Directeur du Programme Afrique au Centre International pour le Commerce et le Développement Durable. Genève-Suisse
- E-mail: ediof@ictsd.ch

Europe-Afrique : Le Commerce en panne...
(suite de la page 3)

l'ensemble des PMA un accès en franchise de droits pour l'essentiel de leurs produits, sur le modèle de la dernière Convention de Lomé.

Le principe de discrimination reste donc en vigueur pour eux, mais sur une base de non réciprocité et d'universalité. La disposition ne concerne pas que les PMA africains, mais tous les PMA. Cela signifie qu'il s'agit de préférences basées sur des critères économiques et validées par l'OMC à travers la reconnaissance expresse de la catégorie des PMA. Cette logique est entérinée par les communautés européennes à travers l'Initiative *Tout Sauf les Armes* (TSA) qui garantit aux PMA un accès en franchise de droits de douanes pour tous leurs produits, à l'exception des armes.

Le problème de l'alternative aux APE pour les PMA est ainsi réglé en partie. Ceux-ci auront à faire la comparaison entre les avantages commerciaux que leur offrent les APE et ce que leur offre déjà l'Initiative TSA. Ainsi, ils restent quelque part maîtres de leur régime commercial au terme d'un choix à double tranchant. La signature d'un APE pourrait ne pas être plus avantageux d'un point de vue commercial, mais offre la garantie d'une forme contractuelle qui protège les droits qui en découlent.

En revanche, l'Initiative TSA, comme toutes préférences commerciales, reste revêtue du sceau de l'unilatéralité qui lui dénie toute prévisibilité. Cette option serait celle du Sénégal compte tenu de son statut de PMA. Dans la situation de l'Afrique de l'ouest, tous les pays seront rangés dans ce même registre, à l'exception de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria qui sont dans la catégorie des pays en développement.

3.2. Situation des pays en développement africains non signataires d'APE

Elle est plus délicate. Au-delà du délai du 31 décembre 2007, ils retomberont dans le droit commun des préférences commerciales dont bénéficient déjà l'ensemble des pays en développement. Ce qui serait un parfait exemple d'érosion brutale des

préférences découlant de l'alignement à un niveau NPF (droit commun) et de la réduction continue des droits de douane à l'OMC.

Aux termes de l'article 37.6 de l'Accord de Cotonou, la Communauté étudiera toutes les alternatives possibles, pour les ACP non PMA non signataires d'APE, *afin de les pourvoir d'un nouveau cadre commercial, qui soit équivalent à leur situation existante et conforme aux règles de l'OMC*. La compréhension et l'interprétation de cette disposition posent problème. Tout cadre commercial équivalent à la situation courante des ACP non PMA serait fondée sur les dispositions de la Convention de Lomé IV, prolongée par la Dérogation de Doha jusqu'au 31 Décembre 2007. Mais, il se trouve que ce régime courant n'est pas en phase avec l'exigence de conformité aux règles de l'OMC posée à l'article 37.6 de l'Accord de Cotonou.

En fin de compte, le seul cadre commercial alternatif aux APE que pourrait offrir la Communauté Européenne serait son Système Général de Préférences (SGP) qui, bien que conforme aux dispositions de l'OMC à certains égards, ne permet pas aux pays africains non PMA de conserver *l'existant*. L'UE serait alors en faute en privilégiant l'obligation de conformité à l'OMC sans se soucier de celle de fournir une alternative au moins équivalente au niveau des préférences commerciales antérieures. Le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire sont dans cette situation.

De par le niveau de ses exportations vers l'UE, un pays comme la Côte d'Ivoire subirait un grand préjudice en perdant ses préférences commerciales. Alors que les PMA qui dépendent fortement de leurs exportations vers l'UE pourront préserver les leurs à travers le régime *Tout Sauf les Armes* susmentionné. Ces conséquences différenciées au niveau régional sont une menace sérieuse pour l'intégration en Afrique.

La Côte d'Ivoire reste d'ailleurs tentée par un Accord individuel avec l'UE qui lui garantirait un accès préférentiel en droit de douane et sans quotas, au détriment du système tarifaire mis en place au niveau de la CEDEAO. Au

niveau de l'Afrique centrale, le Gabon est dans les mêmes dispositions de conclure un accord individuel similaire. Dès lors, la velléité des PMA comme le Sénégal de ne pas signer d'APE à la fin de l'année, devrait, pour être viable, se montrer solidaires de la situation des pays en développement de la sous région et proposer des mesures d'homogénéisation de la politique commerciale régionale.

3.2. Ma ligne de conduite suggérée : Pas d'APE moins favorables que l'OMC

Plus généralement, la ligne de négociation des pays africains devrait être de ne jamais faire plus de concessions commerciales qu'ils en ont déjà faites à l'OMC. Si la particularité des Accords commerciaux régionaux est de permettre l'octroi de concessions dérogatoires au droit commun de l'OMC, le fait que les futurs APE auront comme cadre un ACR mixte devrait emmener à considérer les flexibilités accordées par l'OMC comme des *minima standards*. Si en fin de compte, les provisions des futurs APE ne confèrent aux pays ACP que les standards de la Clause de la Nation la plus favorisée (NPF) ou des dispositions qui seront en deçà, il n'y a pas d'intérêt pour les pays africains de signer un APE ?

Les standards NPF pour les pays en développement sont consignés dans le SGP européen dont tous les pays africains bénéficient déjà. Celui-ci serait l'alternative idéale pour les pays africains en développement, qui y trouveraient la garantie de bénéficier de préférences commerciales, sans prendre le risque d'exposer leur économie à un régime concurrentiel intenable dont ils ne maîtrisent pas les effets.

Les pays africains sont en réalité intéressés par un partenariat qui laisse une place importante aux questions de développement et qui offre un minimum de garantie de protection des secteurs vitaux de leur économie. Ceux-ci ont l'ambition légitime de couvrir leurs industries balbutiantes et d'en faire des exportatrices de niveau important.

A cet égard, un éventuel APE serait le lieu idéal pour revisiter la règle de la progressivité des droits, règle au

fondement colonial au demeurant. Comment pourrait-on promouvoir le développement des pays africains s'il leur est subtilement interdit de transformer localement leur produit et de produire de la valeur ajoutée aux fins d'exportation ? La règle de la progressivité des droits, qui proportionne le tarif douanier à son degré de transformation est comme une sanction à toute velléité de mise en place d'industries locales performantes. Et si les capacités industrielles restent faibles, la vocation d'un APE devrait être de prévoir des modalités de coopération pour y faire face.

II. Questions spécifiques liées à la proposition d'Accords de Partenariat pour le Développement (APD)

1. L'Union Afrique (UA) comme entité négociatrice : OMC, APE et intégration régionale

« APD : Partenariat Europe/Afrique intégrateur donc global et non parcellisé en cinq accords régionaux, parce que l'Afrique est une continuité géographique. » A. Wade

« APD : Accords entre régions du monde au lieu d'un Accord mondial OMC, trop global et donc très réducteur. » A. Wade

L'article XXIV du GATT/OMC est le lien juridique entre le multilatéralisme et le régionalisme commercial. Il organise les Accords commerciaux régionaux. L'acceptation d'un système universel de gouvernance commerciale est renforcée par le principe de l'engagement unique. Celui-ci prohibe les droits de réserves sur les accords commerciaux, et empêche d'envisager une relation commerciale UE/UA autrement que compatible avec l'OMC. Celle-ci génère des normes d'organisation des relations commerciales, mais les conditionne fortement aux respects de ses principes directeurs dont le plus important reste l'interdiction de la non-discrimination.

Il serait dès lors quasi impossible d'envisager une relation commerciale entre l'UE et l'UA, en excluant les dispositions de l'OMC.

Toute relation commerciale UE/UA devra alors épouser les contours d'un ACR.

Mais la spécificité réside dans ce qu'un tel accord serait de nature mixte en ce qu'elle met ensemble une entité de pays développés et une autre de pays en développement. Or, l'article XXIV du GATT ne définit pas explicitement un régime de pondération pour les pays en développement dans le cadre des ACR mixtes. Les questions de développement ne sont expressément prises en charge que dans le commerce des services, mais pas des marchandises ou de la propriété intellectuelle.

Dans ce contexte, il est difficile d'envisager des APE incluant des préférences non réciproques et tenant en compte les questions de développement, du fait d'un défaut de base légale.

Si l'implication de l'Afrique comme entité juridique, économique et juridique homogène est si faible en matière commerciale, c'est qu'il persiste un problème de capacité résultant de la dispersion des stratégies de défense des intérêts commerciaux. Il est vrai que les velléités nationales sont fortes et s'expriment autant en termes de souveraineté politique qu'économique.

Mais la volonté d'un régionalisme commercial de type continental n'irait au bout de sa logique que si la Commission Economique Africaine (CEA) explorait les possibilités de participer au système commercial comme une entité représentative d'une politique commerciale commune africaine. L'initiative pourrait être renforcée par l'agrégation des politiques commerciales sous régionales basées sur les institutions régionales existantes. Elles pourraient être intégrées et chapeautées au plan institutionnel. Ce faisant, elle acquerrait plus de légitimité et d'efficacité que le Groupe africain à l'OMC qui s'évertue à coordonner les différentes positions émanant des pays africains.

La présence d'une mission de l'UA à Genève, siège de l'OMC est à saluer. Mais ses missions actuelles ne favorisent pas une intervention de type institutionnel telle que l'exigeraient les dispositions de l'OMC. Pour cela, il lui faudrait actionner son *droit de légation active* qui lui est fourni par les dispositions de la CEA qui lui donne mandat de participer, en tant que groupe,

à des négociations internationales dans le cadre du GATT, de la CNUCED ou de tout autre instance de négociation internationale. Il reste étonnant que l'UA n'ait pas encore saisi cette opportunité d'une présence plus institutionnelle auprès de l'OMC.

La même problématique est transposable à la proposition de faire de l'UA le vis-à-vis de l'UE dans les négociations APE, à la place des sous-régions habilitées pour le moment. L'écueil reste le même, dans la dimension commerciale au moins. Pour que l'UA puisse négocier des accords commerciaux régionaux, il lui faut au préalable s'ériger en Union douanière, ce que l'Europe est déjà, ou en zone de Libre Echange. En l'état, elle n'est l'une ni l'autre, mais plutôt une superposition d'entités sous régionales qui elles, pour la plupart, remplissent ces conditions légales et institutionnelles.

Ainsi donc, une négociation qui respecterait le parallélisme des formes institutionnelles ne pourrait prospérer que dans un cadre strict de coopération au développement et non commercial. La proposition a la particularité de condenser les deux aspects en un, sans vraiment tenir compte des spécificités et des exclusivités qui leur sont afférentes.

2. Accords sur les produits homogènes

« APD : Accords sur les produits homogènes : café, cacao, arachide, coton, pêche, produits miniers, manufacturés, etc. » A. Wade

La proposition d'accord sur des produits homogènes tels que le café, le cacao ou le coton peut être opérationnelle. Mais elle devra surmonter quelques écueils. Le premier est lié à la tendance générale des négociations à l'OMC. Dans le cas de l'Initiative sectorielle sur le coton initiée par des pays africains, ceux-ci avaient proposés que le coton soit traité en dehors des enceintes thématiques existantes et d'en faire un produit spécial.

A terme et en prenant en compte la situation courante, un consensus fort des pays développés a rejeté cette

(suite à la page 6)

Europe/Afrique : Le Commerce en panne...
(suite de la page 5)

optique et a décidé que le coton étant un produit agricole, il ne saurait être traité ailleurs que dans le cadre du Comité des négociations sur l'agriculture. Si depuis lors un Comité Spécial sur le coton a été mis en place, aucun résultat ne peut en sortir tant que les modalités pratiques n'auront pas été définies dans le cadre des négociations agricoles. Il serait d'ailleurs fastidieux de définir un statut spécial à des produits agricoles avant d'arriver à un accord général de principe auquel il sera dérogé par la suite.

En termes clairs, l'exception ne saurait précéder la définition du principe. Cela signifie que la communauté du commerce international n'est pas dans les dispositions d'embrayer sur des *accords de produits* au détriment des *accords globaux*. Et cela est lié au second écueil énoncé, matérialisé par le démantèlement quasi systématique des protocoles sectoriels antérieurs entre l'UE et les pays africains. Comme préalablement indiqué, le protocole banane a été presque vidé de sa substance par une décision de l'OMC. Il n'y subsiste que des arrangements commerciaux marginaux fortement surveillés par l'OMC et les pays d'Amérique latine. Celui sur le sucre a été démantelé par les mêmes voies avec une plainte australienne à la base. Pour ce qui en subsistait, l'UE vient de décider, en octobre dernier, de s'en départir. Ainsi, aussi bien au niveau multilatéral que régional, la tendance n'est pas aux arrangements commerciaux sectoriels.

Mais loin de constituer des éléments de dissuasion, ces écueils incitent à travailler sur des voies alternatives qui puissent garantir la sécurisation de nos produits homogènes sus mentionnés. Il me semble qu'en ayant recours au concept de *produits sensibles* largement utilisé dans le système commercial multilatéral, la proposition pourrait être encore plus opérationnelle. Il est connu que l'agriculture reste un domaine pas tout à fait libéralisé et fait encore l'objet de pratiques protectionnistes.

Les pays développés invoquent l'argument de la multifonctionnalité pour continuer à se protéger ; alors qu'une grande majorité des pays en

développement invoquent l'argument des *considérations autres que d'ordre commercial* pour extirper leur agriculture du libéralisme. En d'autres termes, le commerce ne doit pas primer sur l'agriculture. Dans les négociations sur les APE, un consensus voudrait que ce qui est communément appelé *produits sensibles* soient applicables à toutes les catégories de développement. Sa finalité est de répondre à un besoin d'aménagement de flexibilités pour les produits agricoles d'importance vitale pour les pays qui les invoquent.

Dans le cadre des accords commerciaux régionaux, le seuil de libéralisation reste flexible et l'obligation de réciprocité n'est pas rigide. Que ce seuil soit fixé à 80 ou 90%, l'essentiel réside dans la possibilité offerte de garder hors libéralisation tous les domaines considérés comme prioritaires pour le développement suivant des indicateurs de sélection consensuels.

En plus, le pourcentage de libéralisation peut consister en une moyenne pondérée des engagements des différents partenaires. Dans le cas d'un ACR mixte UE/UA, la moyenne basse est tout naturellement dévolue aux pays moins favorisés. La marge non libéralisée des échanges commerciaux est alors le réceptacle des *produits sensibles* à promouvoir ou à protéger. Le point commun aux produits homogènes mentionnés est qu'il s'agit de produits d'exportation auxquels il faut garantir un accès aux marchés. L'usage de la notion de *produit spécial* conçu dans le cadre de l'OMC n'est pas donc opératoire. Elle couvre la réalité d'une mesure défensive de protection.

Or, les produits dont il est question ici portent par devers eux leur propre titre de compétitivité. Leur *protection* devrait de fait résider dans la promotion de leur exportation ; et pour leur conférer des flexibilités additionnelles, invoquer le concept de *produits sensibles* dont l'indicateur opératoire serait leur importance particulière dans la nomenclature des recettes budgétaires.

Par des chiffres appropriés, il a été fait mention, dans la proposition, de l'impact d'une libéralisation par les APE sur les recettes douanières des pays africains. La prévision est exacte. Dans le cadre d'un accord de développement ou plus

spécifiquement d'un accord commercial, il est légalement possible de faire de l'importance des recettes budgétaires une condition de son extirpation du champ de libéralisation entre les deux entités.

Le fait est que l'importance spécifique d'un produit peut être déterminée non pas pour des raisons liées à son usage domestique intrinsèque et des pour des considérations liées à la sécurité alimentaire, mais pour des raisons budgétaires.

Dans ce cas, la protection du produit passe par une augmentation des droits de douane appliquée au produit similaire d'importation. L'importance des recettes douanières dans la nomenclature budgétaire des pays de l'Afrique de l'ouest peut justifier la mise en place d'une telle politique commerciale. La sauvegarde de telles recettes participe de la poursuite d'objectifs comme la sécurité alimentaire et la garantie des moyens d'existence dans nos pays qui sont autant de justifications pour un traitement spécial et différencié à l'OMC.

La seule réserve que je vois dans une telle approche commerciale est que quelque soit l'importance des recettes douanières dans la part de nos budgets, la mise en place d'entités industrielles locales capables de développer nos capacités d'offres commerciales ne doit pas être oubliées au profit d'une politique d'importations tous azimuts. Il y a un équilibre subtil à trouver aux fins d'une balance commerciale crédible par les moyens des droits de douane en l'occurrence. Elevés et protectionnistes au besoin, flexibles et libéraux si nécessaires.

3. Dissociation Commerce/Aide

**« APD : Dissociation du commerce et de l'Aide, qui serait Co-administrée. »
A. Wade**

La dissociation des questions de commerce de celles de l'Aide est fondamentale dans le contexte actuel. Tant que les pays africains acceptaient les accords commerciaux sans se soucier de la prise en compte de leur propre intérêt, l'aide au développement opérait, pour l'occident, comme un geste de bonne conscience compensatoire.

(suite à la page 20)

L'APE et le partenariat Europe-Afrique : nouveau départ ou faux départ ?

Cheikh Tidiane DIEYE¹

Les accords intérimaires annoncent la couleur...

En réalité, si L'UE accorde un rythme de libéralisation pouvant s'étendre sur une longue période, plus de 20 ans dans certains cas, affichant ainsi sa volonté théorique de laisser aux pays signataires une période de transition relativement longue, l'analyse de certains accords intérimaires révèle un niveau d'ambition beaucoup plus élevé que ce que la Commission européenne laisse paraître. Pour nombre de produits, le désarmement tarifaire commence dès le 1^{er} janvier 2008, et l'essentiel de cette libéralisation s'effectue dès les premières années.

En Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire libéralisera 80,8% de ses importations en provenance de l'Europe. Les produits européens entrant sur le territoire ivoirien sont réparti en quatre groupes A, B, C et D. Pour le premier groupe, le désarmement tarifaire commence dès le 1^{er} janvier 2008 et se poursuit jusqu'en 2012. Pour le groupe B, les produits seront libéralisés entre 2013 et 2017, tandis que les produits du groupe C seront libéralisés jusqu'en 2022. Les produits du groupe D ne seront pas libéralisés².

Le Ghana a pour sa part paraphé un accord intérimaire qui lui impose une libéralisation de l'ordre de 80,1% de ses importations en provenance de l'UE d'ici la fin de la période de transition, qui s'étendra sur 15 ans. 72,81% des importations seront libéralisés d'ici les 10 prochaines années.

Dans la région SADC, le désarmement tarifaire de 86% des lignes tarifaires du Botswana, du Lesotho et du Swaziland au profit des produits européens

s'effectuera dans les trois premières années. Seules trois lignes seront libéralisées après 10 ans. Aucune ligne ne connaîtra une période de transition égale à 25 ans.

En Afrique Orientale, la portée de la libéralisation dans la Communauté Est Africaine est de l'ordre de 82%. 62% de lignes tarifaires de cette communauté connaîtront une libéralisation au bout de 2 ans. Cette portée sera élargie à 82% des lignes dans les 15 ans. Seule 2% des tarifs seront libéralisés après 25 ans.

L'ensemble des ces accords intérimaires comporte des clauses de « rendez-vous » pour l'ouverture de négociations sur les services et l'investissement, en dépit du mandat des Ministres du commerce de l'Union africaine qui ont décidé d'aligner leurs positions sur l'APE sur celles du groupe africain, des PMA et des ACP à l'OMC.

Dans l'ensemble des accords intérimaires actuellement signés, l'UE a obtenu que les tarifs soient gelés sur les produits qui seront soumis à la libéralisation, que cette libéralisation intervienne immédiatement ou dans 20 ans. (Art. 15 accord UE-Côte d'Ivoire ; Art. 23 SADC ; Art. 13 ESA). De plus aucun nouveau droit de douane ne sera introduit à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord, à savoir théoriquement le 1^{er} janvier 2008. L'impact d'une telle décision sur la marge de manœuvre des Etats africains en matière de politique commerciale est évident. Le tarif étant traditionnellement un instrument de politique économique, sa consolidation prive les Etats ayant signé un accord d'étape de toute possibilité de jouir des flexibilités que leur offrent leurs engagements multilatéraux, y compris à l'OMC.

Au même moment, les APE intérimaires ne comportent aucune clause destinée à amener l'UE à supprimer les subventions au profit de ses agriculteurs sur les produits soumis à la libéralisation dans les pays africains signataires.

L'inclusion par la CE d'une clause NPF dans les accords intérimaires est de nature à compromettre toutes les chances des pays africains de garder le contrôle sur leur politique d'ouverture de leurs marchés en ce sens que l'UE a obtenu que tous les avantages qui seront accordés par les pays ACP signataires aux partenaires commerciaux majeurs (Chine, Brésil, Etats-Unis et Japon) leur soient automatiquement accordés (Art. 17.2, Accord Côte d'Ivoire-UE ; Art. 28 SADC, Art. 15 ESA). Une telle clause n'est ni une obligation pour la compatibilité avec l'OMC, ni une composante de l'accord de Cotonou.

En dépit du fait que ces accords intérimaires sont signés dans la précipitation la plus totale, en l'absence de toute évaluation, par des pays qui ne les ont pas négociés, l'accord ne comporte pourtant pas de clause de révision du schéma (portée et rythme de la libéralisation) qui pourrait permettre d'atténuer les chocs auxquels ces pays ne manqueront pas de faire face. Seul l'accord signé par la région Pacifique comporte une clause de modification des engagements tarifaires lorsque de sérieuses difficultés seront observées.

L'OMC : un alibi pour une option libre-échangiste

Aux termes de l'article 24 du GATT, les parties s'engageant dans un accord de libre-échange doivent libéraliser « l'essentiel » de leurs échanges commerciaux dans un délai « raisonnable ». Dans les négociations APE, la Commission européenne a interprété cette règle pour tenter d'imposer aux régions ACP une libéralisation autour de 80%, dans un délai pouvant atteindre 25 ans pour certains produits sensibles. L'UE s'abrite ainsi derrière une prétendue contrainte de l'OMC pour imposer à diverses régions ACP le remède de cheval d'un libre-échange bilatéral sous le prétexte fallacieux que ces pays n'ont pas réussi à tirer profit des préférences commerciales non réciproques dont ils

(suite à la page 8)

¹ Cheikh Tidiane DIEYE est coordinateur du Programme commerce et coéditeur de Passerelles à Enda Tiers Monde. Les opinions ne reflètent pas forcément le point de vue de l'Equipe de Passerelles.

² Texte de l'accord intérimaire entre l'UE et la Côte d'Ivoire.

*L'APE et le partenariat Europe-Afrique ...
(suite de la page 7)*

bénéficient depuis plus de 30 ans. Or, même s'il est vrai que la part des pays ACP, de l'Afrique en particulier, a considérablement chuté dans les importations européennes, de nombreuses études montrent que l'APE devrait davantage élargir le gap commercial entre l'Afrique et l'Europe en faveur de cette dernière plutôt que de le résorber. Le désarmement tarifaire qui sera engendré par la signature de l'APE devrait provoquer un afflux massif de produits européens, pour la plupart subventionnés, sur les marchés africains et causer d'importants chocs dans les secteurs agricoles et industriels. Dans le sens inverse, l'ouverture des marchés européens aux exportations africaines continuera sûrement, à se heurter à la dure réalité des règles d'origine et des normes sanitaires et phytosanitaires qui gênent déjà très considérablement l'accès des produits africains au marché européen.

L'impact d'un tel scénario sur les économies ACP pourrait être lourd de conséquences. En Afrique Sub-saharienne par exemple, où l'importation de produits en provenance d'Europe représente près de 40% du total des importations, une élimination des droits sur les produits européens réduiraient de façon significative les recettes douanières et exposerait les Etats à des contraintes budgétaires qui ne seront pas sans dangers pour les investissements dans les secteurs sociaux, les infrastructures et les services publics etc.

Du côté de l'Europe, on avance souvent l'idée selon laquelle la libéralisation pourrait bénéficier aux consommateurs, en particuliers urbains, qui devraient ainsi accéder à une large gamme de produits bon marché. On n'oublie cependant qu'un tel choix est pour le moins contreproductif à long terme car il saperait durablement tous les efforts nationaux ou régionaux en matière d'industrialisation, de développement rural ou de souveraineté alimentaire. Nulle part dans le monde, le

développement ne s'est basé sur une politique d'importation tout azimut qui aurait négligé le renforcement et la protection des capacités productives internes. Et l'Europe le sait bien pour l'avoir expérimenté tout au long de son évolution économique et sociale. L'Asie l'a suivi dans cette voie. L'Afrique devrait alors refuser que ce droit lui soit privé.

Il est pourtant désormais établi que l'OMC ne constitue en rien une contrainte insurmontable dans la recherche d'une alternative à l'APE³. L'Europe ne peut pas s'ériger en défenseur des « règles » de l'OMC relatives à l'organisation des Accords commerciaux régionaux, alors que dans d'autres domaines, ces mêmes règles sont allégrement violées, y compris par elle-même.

De plus, il est bien curieux de voir l'empressement avec lequel on tente de signer un APE pour, dit - on, être en conformité avec les règles de l'OMC alors que les négociations en vue de l'établissement de ces règles sont aujourd'hui dans l'impasse la plus totale, du fait justement de la détermination de puissances comme l'Europe, à ne rien lâcher sur leurs intérêts commerciaux bien compris. Qui plus est, alors que l'APE cherche à être en conformité avec l'article 24 du GATT qui organise les accords commerciaux régionaux, cet article lui-même devrait faire l'objet d'un réexamen, comme l'ont demandé les pays ACP en 2005, pour intégrer des composantes de Traitement spécial et différencié dans tout accord entre pays développés et pays en développement.

Les alternatives ignorées par l'Union européenne

De nombreuses analyses ont démontré qu'il existe différentes façons de rendre les futures relations commerciales UE-ACP compatibles avec les règles de l'OMC tout en préservant les économies des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une faillite lente mais certaine.

Mais l'Union européenne a ignoré les alternatives à l'APE. Pourtant, aux termes de l'article 37.6 de l'Accord de Cotonou, l'UE est appelée à étudier toutes les alternatives possibles, pour

les ACP non PMA non signataires d'APE, afin de les pourvoir d'un nouveau cadre commercial, qui soit équivalent à leur situation existante et conforme aux règles de l'OMC.

Le rejet de toutes les propositions, y compris parmi les plus réalistes et les plus pertinentes, pour trouver une solution à la situation des pays non PMA au premier janvier 2008, a été la principale stratégie européenne pour accentuer la pression sur ces derniers. La commission européenne a refusé de répondre à la demande que lui a adressée l'Afrique de l'ouest d'introduire une demande de prorogation de la dérogation auprès de l'OMC, et a rejeté toute possibilité d'accorder le Système généralisé de préférence renforcé (SPG+), se fondant sur l'argument selon lequel une telle demande aurait dû être formulée en 2006 et que les prochaines ne seront accordées qu'en 2009. Cet argument a été jugé discriminatoire par rapport au principe NPF de l'OMC par des experts et avocats spécialistes des règles commerciales multilatérales. Les non PMA seraient tout à fait fondés à introduire une action en règlement des différends contre l'Union européenne, si une telle décision n'était pas elle-même une autre source de représailles de la part de l'Europe.

Il est démontré qu'un SGP+ aurait été une alternative confortable qui permettrait aux pays non PMA d'avoir un niveau élevé d'accès au marché européen, au-delà de l'expiration de Cotonou, sans être obligés d'ouvrir leurs en retour. Cette option serait compatible avec les règles de l'OMC. En dehors du sucre et de la banane, qui sont exportés à travers le protocole sur les produits de base, le SGP+ donnerait aux non PMA un accès en franchise de droits de douane au marché de l'UE à un niveau similaire à celui prévu au titre de Cotonou. En Afrique de l'ouest, le Nigeria par exemple aurait un niveau d'accès SGP+ de 94,11% contre 100% de Cotonou ; le Ghana aurait 94,71% et la Côte d'Ivoire aurait 100%, sucre et banane non compris. Ce sont deux de ces pays (Ghana et Côte d'Ivoire) qui ont signé un accord intérimaire avec l'UE, créant ainsi un précédent dangereux pour l'intégration de la région. Le Nigeria a officiellement demandé à l'UE l'éligibilité au SGP+.

3 Il existe une série d'études sur les alternatives à l'OMC. Voir aussi l'éditorial de Passerelles Vol IIIV n°3, Mai-Juin, 2007.

L'APE comme cheval de Troie de la nouvelle stratégie européenne

La détermination et l'aveuglement de l'Europe à imposer un accord de libre-échange aux pays africains cache bien plus qu'une simple obligation de respecter les règles de l'OMC. Il est difficile de ne pas voir les présupposés idéologiques et la stratégie économique et commerciale de contrôle des marchés africains à moyen et long terme qui se cache derrière ces accords. Les négociateurs africains comme les décideurs politiques seraient bien naïfs de ne pas voir que l'APE est la composante majeure ou la pierre angulaire d'une nouvelle stratégie européenne en Afrique qui se déploie désormais en compétition avec les partenaires commerciaux majeurs de l'Afrique comme la Chine, l'Inde, le Brésil et les Etats-Unis. La tendance au déclin du commerce entre l'Europe et l'Afrique dans ses formes traditionnelles et postcoloniales est une donnée de structure. S'étant laissée endormir par le confort de ses positions commerciales usurpées, ses situations de monopole et sa mainmise quasi complète sur les moyens de production et de commercialisation dans la plupart des pays africains, l'Europe s'est réveillée brutalement pour constater une réalité : « il lui faudra désormais payer un juste prix pour consommer et elle devra le faire en compétition avec d'autres ».

L'APE est l'étape africaine de la mise en œuvre de la « Global Europe », nouvelle stratégie européenne de reconquête de son paradis perdu. Dans cette stratégie, la suppression des droits de douane sur les marchandises (produits agricoles et industriels) n'apparaît pour ainsi dire que comme la porte d'entrée. Ce qui intéresse en réalité l'Europe, c'est la libéralisation des investissements et le marché du commerce des services. Tous s'accordent aujourd'hui pour dire que l'Afrique devrait être, dans un avenir tout proche, le principal pôle de la croissance mondiale. Elle devrait dépasser le milliard de consommateurs, tous les foyers de conflits seraient éteints, sa population sera mieux formée et en meilleure santé. C'est cette Afrique de demain qui intéresse l'Europe qui, d'ores et déjà, s'attelle à l'enfermer dans le corset d'un accord contraignant lui ôtant

toute initiative et toute marge de manœuvre politique pour mettre en œuvre les meilleures politiques de développement.

Un impact déjà visible sur l'intégration

En Afrique, l'APE a déjà fait sa première victime. C'est l'intégration politique et économique. A causes des pressions multiformes exercées par l'Europe sur les Etats, de nombreux pays africains ont paraphé des accords d'étape contre la volonté explicite de la communauté d'intégration à laquelle ils appartiennent et qu'ils ont difficilement contribué à construire : (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) en Afrique de l'Est (Botswana, Lesotho, Mozambique et Swaziland) en zone SADC ; (Côte d'Ivoire et Ghana) dans la région Cedeao. Le propos n'est pas blâmer tel ou tel autre pays ayant paraphé un accord intérimaire. Nombre d'entre eux n'avaient plus aucun choix du fait, entre autres, de leur manque de capacités techniques et institutionnelles et de la faiblesse du soutien politique de leurs pairs de la région.

Les accords intérimaires de la Côte d'Ivoire et du Ghana portent, à n'en pas douté, un coup qui laissera un profond traumatisme au processus d'intégration régional en accentuant d'une part la fracture Uemoa/Cedeao et d'autre part en érodant considérablement le climat de confiance mutuelle et de solidarité indispensables à la construction de l'intégration.

Même si, à cause de la levée de bouclier de divers acteurs nationaux et régionaux contre les APE, l'Europe ne réussira pas à obtenir son APE complet et global à la date du 31 décembre 2007 avec l'ensemble de la région, conformément à son agenda initial, elle a créé un précédent qui va augmenter la vulnérabilité de la région et accentuer sa faiblesse dans la suite des négociations.

Les ministres ouest africains ont tenté de sauver ce qui reste de leur cohésion lors du comité ministériel de suivi (CMS) tenu le 17 décembre à Ouagadougou. Ils se sont opposés à la volonté de la Côte d'Ivoire de faire endosser à l'ensemble de la région l'accord qu'elle a paraphé avec l'UE et ont donné

mandat à la Cedeao pour mettre en cohérence les deux accords intérimaires, tout en reprenant le processus de négociation pour lui donner une empreinte régionale. Le chronogramme qu'ils ont proposé à cet effet devrait amener les négociations avec l'Europe à se poursuivre jusqu'en juin 2009, date de signature de l'APE prévu par la Cedeao. La région attend maintenant la réaction de l'Europe, dont le Président de la Commission, José Manuel Baroso, visitera les pays de la région en février pour discuter des nouvelles propositions sur les APE.

Ne pas franchir le rubicond

Le véritable objectif qui doit justifier le refus de signer l'APE que l'Europe propose aux pays africains, c'est de reconquérir, sinon de rester maître, des leviers et des mécanismes de la décision sur les politiques commerciales, économiques et de développement.

Dans le monde de demain, tel qu'il se profile à l'horizon, tout pays ou groupe de pays qui perdra le contrôle sur ses moyens de décision politique et économique subira toutes les contraintes du marché mondial sans bénéficier de ses avantages.

Pour l'Afrique, à partir du moment où on s'accorde sur le fait que l'avenir du continent se trouve dans l'intégration totale et non pas dans des stratégies nationales séparées, on doit, au-delà de la négociation de l'APE, s'orienter vers la construction sincère et déterminée d'un projet de développement africain à moyen et long terme. Les déclarations d'intentions se sont répétées sans jamais se concrétiser, témoignant ainsi du manque de volonté politique des décideurs africains. Ce projet devrait commencer par l'adoption et l'application de politiques régionales et de réglementations communes dans les domaines du commerce des marchandises, des services, de l'investissement et de la concurrence, des infrastructures etc. Plus concrètement, l'adoption d'une monnaie unique, d'un tarif extérieur commun (TEC) sont largement à la portée des régions africaines et doivent être des préalables incontournables pour la

(suite à la page 21)

Produits sensibles : le texte des modalités de juillet expliqué de manière simple

Maria Marta Rebizo et Ariel R. Ibáñez*

Reflétant les divergences persistantes dans les positions des Membres de l'OMC, le pilier de l'accès au marché a été bien moins développé que ceux du soutien interne ou de la concurrence à l'exportation dans le projet de modalités agricoles mis en distribution, en juillet, par le Président Crawford Falconer.

Dans le paragraphe 13 de la Déclaration de Doha, les Ministres des pays Membres de l'OMC s'engageaient à mener des négociations générales visant à apporter 'des améliorations substantielles à l'accès au marché pour les produits agricoles. Ces améliorations sont en train d'être mises en pratique au travers d'une formule de réduction tarifaire 'étagée' générale au titre de laquelle les droits tarifaires consolidés les plus élevés subissent les abaissements les plus profonds, les pays en développement bénéficiant de réductions plus faibles. Le droit tarifaire qui en résultera sera le droit maximal autorisé pour un produit particulier et un pays particulier dans les disciplines futures de l'OMC.

Reflétant le compromis atteint en juillet 2004 parmi les Membres de l'OMC (Bridges Year 8 N° 7, page 3), le Président Falconer proposait deux écarts principaux par rapport à la formule de réduction générale : les produits 'sensibles' (à la disposition de tous les Membres de l'OMC) et les produits 'spéciaux', que seuls les pays en développement peuvent désigner pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Cet article porte uniquement sur les produits sensibles.

Contrairement aux produits 'spéciaux', les produits sensibles n'ont pas à se conformer à des critères particuliers. Ils seront désignés de manière autonome par les pays développés ou par les pays en développement et feront l'objet d'abaissements tarifaires moindres que

ceux requis par la formule générale. Toutefois, la réduction tarifaire plus faible doit être compensée par une expansion du contingent tarifaire équivalente pour le produit visé. Les deux principales questions qui se posent pour les produits sensibles sont le nombre de produits qui pourraient être désignés et le traitement à accorder à ces produits.

Comment les produits sensibles seront-ils choisis ?

Alors que les pays seront en mesure de décider les produits qu'ils souhaitent désigner comme 'sensibles' indépendamment de tout critère objectif, le nombre de lignes tarifaires qu'il est possible de choisir sera limité. Dans la proposition du Président Falconer, ce nombre va de 4 à 6% pour les lignes tarifaires passibles de droits (c'est-à-dire celles qui ne sont pas déjà en franchise

de droits) pour les pays développés et entre 5,2 et 7,8% pour les pays en développement. Les estimations faites en Argentine montrent certains exemples de ce que cela implique pour l'UE, les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde et l'Afrique du sud (voir tableau ci-dessous).

Le Président Falconer a proposé deux cas dans lesquels les Membres pourraient choisir un plus grand nombre de produits sensibles. Le premier a trait à des situations où plus de 30% des lignes tarifaires d'un pays (comme énoncé dans sa liste d'engagements au titre de l'OMC) entrent dans l'étagage le plus élevé de la formule. Ici, le Membre serait tenu de réduire de manière significative les droits tarifaires pour un grand nombre de produits agricoles protégés, ce qui signifie qu'il aurait besoin d'une exemption plus large.

Pays	Lignes tarifaires passibles de droits		Importations totales affectées	
	%	No.	%	Millions \$US
Union européenne	4	64	6,8	4.749,8
	6	96	8,1	5.622,9
États-Unis	4	54	0,2	132,6
	6	81	0,4	225,5
Japon	4	54	0,8	287,0
	6	82	0,8	298,8
Chine	5,3	52	24,6	2.888,5
	8	79	24,8	2.915,0
Inde	5,3	37	33,1	1.327,2
	8	54	33,1	1.327,9
Afrique du sud	5,3	31	3,3	36,5
	8	47	3,5	39,5

* Maria Marta Rebizo et Ariel R. Ibáñez sont respectivement économiste et responsable juridique à l'Institut des négociations agricoles internationales (Fundación INAI), à Buenos Aires. Toutes opinions exprimées dans le présent article sont les leurs et ne reflètent pas celles de l'INAI.

Le second cas concerne les Membres dont les engagements en matière de droits tarifaire à l'importation sont consolidés au niveau à six chiffres du 'système harmonisé' (SH) de la classification tarifaire utilisée à l'OMC. C'est un point important parce que le niveau à six chiffres comprend des catégories larges de produits et ne permet la protection que d'un nombre restreint de secteurs.

Dans de tels cas, le nombre de produits pouvant être choisis serait rehaussé de 6 à 8% pour les pays développés, et de 8 ou 10,6% pour les pays en développement. Il reste à finaliser ces chiffres.

Selon de nombreux Membres de l'OMC, notamment le Groupe de Cairns et le G-20, comme il a déjà été convenu que la compensation pour la désignation d'un produit sensible est l'expansion du contingent tarifaire (et non la 'création' d'un contingent tarifaire), seuls les produits qui font actuellement l'objet de contingents tarifaires dans la liste d'engagements d'un pays sont éligibles pour être désignés comme sensibles.

Par ailleurs, des Membres tels que l'UE soutiennent que tout produit peut faire l'objet de contingents indépendamment de son statut actuel en matière de contingent tarifaire. Ce point manque toujours de clarté, même si la proposition de Falconer semble pencher pour le premier point de vue.

Comment seront-ils disciplinés ?

Deux aspects sont importants, ici : (i) de combien faudrait-il abaisser la réduction tarifaire requise pour les produits sensibles ; et (ii) l'ampleur de la compensation nécessaire pour contrebalancer l'écart par rapport à la formule.

En ce qui concerne la première question, les droits tarifaires consolidés pour les produits sensibles seront réduits dans une moindre mesure que ceux des marchandises qui relèvent de la formule.

Le Président Falconer a proposé un abaissement d'un à deux tiers de la formule de réduction tarifaire qui serait applicable aux produits sensibles des pays développés et des pays en

développement Membres (paragraphe 56 et 57). Cet écart a toutefois un prix ; plus il est grand, plus la compensation requise est élevée.

Le prix à payer, c'est l'expansion du contingent tarifaire. Ceci mène à la seconde question, qui est le point le plus épineux, en raison de la complexité de l'identification des moyens de mettre en œuvre ce concept et en particulier, et du choix des critères à développer pour garantir que l'écart par rapport à l'abaissement tarifaire est dûment compensé.

Les pays développés ayant des intérêts agricoles protectionnistes s'attendent à accorder une compensation minimale en contrepartie des abaissements tarifaires plus faibles alors logiquement, les exportateurs de produits agricoles espèrent une contribution beaucoup plus ambitieuse.

Ainsi, l'UE soutient que l'écart ne devrait être que partiellement compensé pour être compatible avec le concept de produits sensibles. Un écart pleinement compensé n'offrirait aucun gain pour la désignation d'un produit sensible et la création d'une telle catégorie n'aurait donc pas de sens, selon l'argumentation de l'UE.

Les exportateurs de produits agricoles compétitifs ripostent que le mandat du Cycle de Doha visant la réalisation 'd'améliorations substantielles' dans l'accès au marché ne peut être mené à bien que par une pleine compensation pour une réduction tarifaire plus faible.

La règle générale proposée par le Président Falconer pour la compensation par le contingent tarifaire dans les pays développés est une expansion de 4 à 6% de la consommation intérieure si l'écart est de deux-tiers de ce qui serait requis par la formule générale, et de 3 à 5% si l'écart équivaut à un tiers (paragraphe 58). L'expansion aurait à être étendue à tous les Membres de l'OMC sur la base de la nation la plus favorisée (paragraphe 64).

Toutefois, l'application de cette règle entraîne une difficulté technique car les données sur la consommation intérieure ne sont accessibles qu'à un niveau (par exemple la viande bovine, la chair de

volaille ou le fromage) qui regroupe de nombreuses lignes tarifaires au niveau six ou huit du SH.

Des Membres importateurs tels que l'UE et le G-10 font valoir qu'ils n'aimeraient désigner que quelques lignes tarifaires sur toutes celles incluses dans un secteur particulier, de sorte que tout critère devrait être reposer sur la consommation intérieure concernant des lignes tarifaires individuelles. Cette approche est appelée 'désignation partielle'.

L'Union européenne a proposé que l'on se fonde sur la part des importations dans les lignes tarifaires du niveau à six ou huit chiffres du SH d'un secteur donné pour déterminer la part de la consommation.

Toutefois, cette méthode ne prend pas en compte le fait que les lignes tarifaires les plus fortement protégées sont susceptibles d'avoir une part plus faible des importations et perpétueraient donc les distorsions existantes dans la liste tarifaire d'un Membre : l'approche 'de la désignation partielle' réduit nettement l'avantage découlant de l'expansion du contingent tarifaire pour les Membres de l'OMC exportateurs importants de produits agricoles.

Ces derniers, qui comprennent le Groupe de Cairns, plaident en faveur d'une approche 'sectorielle'.

En d'autres termes, ils souhaitent que tous les produits qui figurent dans un secteur donné soient désignés comme 'sensibles', ce qui signifierait que l'expansion du contingent tarifaire serait requise pour chacun d'entre eux.

La proposition de Falconer ne résout pas ce problème. Le niveau SH de la désignation des produits sensibles était un des principaux sujets de discussion durant les consultations menées en septembre par le Président et aucune décision n'a encore été prise.

Flexibilités dans l'expansion du contingent tarifaire

Les implications du projet de texte de Falconer deviennent plus complexes lorsqu'il propose une série d'exceptions à la formule de réduction tarifaire

(suite à la page 21)

Agriculture : les négociateurs entre espoir et déception

L'agriculture est l'un des principaux points de divergence du cycle de Doha. Les négociations agricoles étant toujours dans l'impasse, maintiennent tout le cycle de Doha dans une stagnation.

Les divergences constatées depuis la reprise des négociations sont toujours visibles. Les questions majeures de ces négociations que sont : l'accès au marché, le soutien interne et la concurrence à l'exportation, même si elles ont fait l'objet d'intenses discussions, n'ont pas véritablement évolué. A côté de ces questions majeures, les discussions ont été élargies à d'autres questions durant toute cette période de négociation.

Les différentes parties sont restées sur des positions opposées. L'ambassadeur Crawford Falconer qui préside ces négociations a tenté de réanimer à plusieurs reprises ces discussions en produisant des « documents de défi » qui constituaient de véritables bases de travail.

Aujourd'hui, il semble qu'il ait « certains progrès tangibles », pour reprendre l'ambassadeur Falconer qui, eu égard, à cela a publié durant la dernière semaine du mois de décembre quatre nouveaux documents de travail reflétant les derniers progrès accomplis dans les négociations. Ces documents sont le résultat de négociations intensives qui ont commencé en septembre sur le projet révisé de « modalités », distribué par le Président en juillet et août.

Les documents de défi de l'ambassadeur Falconer

M. Falconer a produit des documents de référence qui devaient servir de discussion sur l'agriculture. Ces documents qui étaient des compilations d'hypothèses de convergence dans les trois piliers des négociations agricoles précitées, avaient pour objectifs de « provoquer » les membres et de pousser à l'approfondissement des discussions. Le premier document est scindé en deux parties, la première publiée en fin avril. Elle avait insisté sur la nécessité d'abandonner des positions adoptées de longue date pour arriver à un accord.

Falconer est largement revenu sur les

questions lancinantes considérées comme l'éventuel « centre de gravité » d'un accord. Il s'agit de l'accès au marché, des soutiens internes et de la concurrence à l'exportation. Le président des négociations a proposé dans ce document de défi un abaissement des subventions agricole en deçà de 19 milliards de dollars et va plus loin en soutenant qu'une fourchette de 10 à 15 milliards serait un réel stretch.

Si les pays développés UE, Etats-Unis, Japon, principalement abaissent leurs soutiens, les pays en développements doivent réduire les droits tarifaires de 2/3 des abaissements.

L'ambassadeur Falconer avait, aussi dans cette première partie du premier document de défi, évoqué les produits sensibles. Il a jugé que le centre de gravité se situe entre 1 % et 5 %. Pour les produits spéciaux, il avait déploré les positions très éloignées des différentes parties et a soutenu que la revendication du groupe des 33 portant sur un statut de produits spéciaux pour « au moins 20% » est indéfendable.

Cette première partie fut complétée par une deuxième publiée le 25 mai 2007. Dans cette seconde partie, l'ambassadeur après avoir donné ses idées sur les convergences possibles entre les positions des différents membres a surtout insisté sur les produits tropicaux, les mécanismes de sauvegarde spécial et la diversification. D'autres questions telles que l'intégration des économies faibles et vulnérables ont aussi été évoquées.

Un document conjoint des présidents des groupes de négociations sur l'agriculture et l'accès au marché a aussi été versé aux discussions.

Tous ces documents ont été largement commentés par les membres de l'OMC. Certaines délégations ont jugé les documents déséquilibrés. Aussi bien les pays développés que ceux en développement ont critiqué les

documents. Le Japon a jugé trop faible la limite de 5% sur les produits sensibles. Et les Etats-Unis soutiennent que la fourchette 12 à 19 milliards est une bonne base de travail.

Les pays en développement avaient trouvé que les propositions contenues dans les différents documents étaient plus favorables aux pays développés. Et que les préoccupations des pays en développement n'étaient pas traitées. Mais le document conjoint des présidents de l'agriculture et de l'accès au marché a suscité plus de réactions. Certains ont jugé que « Le texte sur l'agriculture est un texte ouvert qui permet de continuer les débats, alors que celui sur les produits industriels propose un résultat final à un moment où il n'y a aucune clarté dans les positions » s'était désolé l'ambassadeur brésilien à Genève, Clodoaldo Huguene. Joseph Glauber, le négociateur américain chargé de l'agriculture avait estimé que « Ce texte représente une amélioration par rapport à celui de l'an dernier. Il permet de sortir de la zone de conflit », M. Jean Luc DEMARTY, le négociateur européen pour l'agriculture, abordait dans le même sens en déclarant que : « Nous avons déjà fait preuve de flexibilités sur l'agriculture ».

L'Echec de Postdam avait remis les pendules à Zéro

La réunion du G 4 (Brésil, Inde, Etats-Unis, UE) à Postdam faisait naître beaucoup d'espoirs quant à l'envol des négociations sur l'agriculture par ricochet tout le cycle de Doha. Lamy déclarait même qu'un « accord était à portée de main » et l'ambassadeur Falconer attendait beaucoup de cette rencontre pour préparer un texte sur les « modalités », malheureusement cette réunion de tous les espoirs s'était soldée par un échec portant ainsi un grand coup aux négociations. Chacune des parties désignait l'autre comme responsable de cet échec. L'UE et les Etats-Unis accusent les autres de

(suite à la page 22)

ADPIC : Une impasse pour les indications géographiques, la biodiversité et la divulgation d'origine, tandis que l'amendement ADPIC se fraye un passage

Les négociations sur l'accord ADPIC n'ont pas connu de progrès durant l'année 2007. Les discussions portaient essentiellement sur deux points : d'une part sur la divulgation des origines la biodiversité et les indications géographiques, et d'autre part sur la question relative à l'amendement sur la santé publique.

Divergences sur la divulgation de l'origine, la biodiversité et les indications géographiques

Depuis la reprise des négociations sur l'ADPIC, en février 2007, les membres discutent de ces questions sans qu'il ait de véritable progrès.

Le premier point de divergence a été la proposition d'un amendement à l'accord par les pays en développement sur la question de la divulgation d'origine. En effet ces pays en développement avec à leur tête le Brésil, la Chine, et l'Afrique du Sud avaient proposé un article 29 bis provisoire. Cette proposition a été fortement appuyée par les pays Africains et les PMA d'une manière générale. Face à ce groupe de pays s'est dressé un front composé de l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Canada qui jugeaient qu'il était prématuré de discuter de toute question relative au « biopillage ». L'objectif de cette proposition des pays en développement est de lutter contre le « biopillage » considéré comme étant le vol ou l'appropriation abusive des ressources biologiques et les connaissances traditionnelles par l'intermédiaire des brevets. Quant à l'UE, qui était considérée comme devant servir de passerelle sur le point de savoir si une prescription relative à la divulgation devrait ou non être introduite dans l'Accord ADPIC, a toujours soutenu que le conseil de l'ADPIC n'était pas l'endroit approprié pour en discuter et qu'il fallait poser le débat au niveau de l'OMPI et particulièrement au niveau de son comité intergouvernemental sur la propriété intellectuelle.

Le front du refus de cet amendement sur la divulgation d'origine s'était élargi avec le soutien du Japon et de la Corée. Quant aux Etats-Unis, ils jugeaient que l'accord ADPIC n'est pas en conflit avec la CBD.

Ce même blocage a été aussi constaté pour ce qui est des indications

géographiques. Là aussi deux groupes se sont constitués. L'un, composé de l'Argentine, de la Chili, du Canada et des Etats-Unis s'était opposé à l'extension du haut niveau de protection des indications géographiques qui sont accordés aux vins et spiritueux ainsi qu'à certains produits comme « le jambon de parme ». Au soutien de leur thèse ils avaient brandi l'argument selon lequel, leurs producteurs perdraient toute capacité d'utiliser au moins certains noms pour leurs produits, par exemple le « fromage gruyère ». L'autre groupe à la tête duquel se trouvent la Suisse, l'UE et l'Inde était favorable à une protection accrue, ce qui assurerait à leurs producteurs des opportunités de bénéficier de prime de prix dans les marchés d'exportation.

Les intenses discussions informelles du mois de Juin n'ont rien pu faire sur cette opposition entre « le nouveau monde » et l'ancien. De la même manière, certaines annonces relatives à la flexibilité de certains Etats membres sur cette question ne sont pas confirmées.

L'assistance technique ainsi que le transfert de technologies étaient aussi au menu des discussions. En effet ; il était question que les PMA déclinent « avec autant d'informations leurs besoins prioritaires pour la coopération technique et financière ... » pour qu'ils puissent bénéficier d'une assistance quant à la mise en œuvre de l'Accord ADPIC. Seuls deux pays ont répondu à cette invitation du conseil ADPIC ; il s'agit de la Siéra Léone et de l'Ouganda qui ont fait des soumissions pour identifier leurs besoins dans les réformes politiques, législatives et administratives. Mais là aussi, il faut noter la différence d'approche. Si certains bénéficiaires ont soutenu que les aides doivent être octroyées individuellement à chaque PMA, c'est ce que soutient la Siéra Léone par exemple, l'UE n'entend pas changer son approche ce que certains pays comme

le Brésil et l'Inde ont critiqué cette action de l'UE arguant qu'elle ne constitue ni une assistance ni un transfert de technologie.

Une légère avancée sur l'amendement ADPIC pour la santé publique

Cette question a connu une certaine progression qui s'est manifesté à trois niveaux.

- La prorogation des délais pour sa ratification : l'amendement devait entrer en vigueur suite à une ratification des 2/3 soit 100 pays des pays membres avant la fin novembre 2007. Mais le conseil ADPIC a prorogé ce délai de deux ans, ce qui laissera aux membres jusqu'en 2009 pour la ratification. Cet amendement qui vise à faciliter l'accès des pays en développement aux médicaments, en permettant aux pays « ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas dans le secteur pharmaceutique » de faire face aux urgences en matière de santé publique, en important en version générique meilleur marché des médicaments encore sous brevet, rendra permanente la procédure d'Août 2003 (s'il est effectivement ratifié). Ce qui permettra aux pays pauvres touchés par de graves maladies infectieuses (paludisme, tuberculose, sida) d'avoir accès à des médicaments génériques, moins chers. Selon les ministres des Affaires étrangères européens une telle décision de l'UE se justifie par ce que « La santé est une composante essentielle des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU et donc une des priorités de la politique de développement de l'UE » et que « L'UE est fermement engagée pour s'assurer en particulier que les pays les moins avancés ont accès aux

(suite à la page 23)

Accès au marché pour les produits non agricoles : Pas de progrès et persistance des divergences

Comme dans les autres domaines de négociations, aucune avancée significative n'a été notée dans les discussions AMNA. Les membres sont restés sur leurs positions.

Au cours de cette période de négociation, un ensemble de propositions a été avancé. Celles-ci portaient essentiellement sur les abaissements tarifaires, sur les mécanismes de résolution des différends relatifs aux obstacles non tarifaires. Il n'y a pas eu de discussions sérieuses et profondes sur les « modalités de base » parce que les membres attendaient des avancées des négociations sur l'agriculture.

Propositions sur les obstacles non tarifaires

Il y a, au total, 9 propositions basées sur des textes, sur les sujets suivants : étiquetage des textiles, des vêtements, des chaussures et des articles de voyage (proposition des États-Unis) ; commerce des produits re-manufacturés (Japon) ; commerce lié à l'électronique (Commission européenne) ; commerce des textiles, des vêtements et des chaussures (Commission européenne) ; taxes à l'exportation (Commission européenne) ; procédures visant à faciliter la résolution des obstacles non tarifaires (Commission européenne) ; procédures pour la résolution des obstacles non tarifaires (AMNA-11) ; et obstacles non tarifaires affectant les produits forestiers (Nouvelle-Zélande).

Ces différentes propositions ont été discutées et aucune d'entre elles n'a pu rencontrer l'assentiment des différents membres.

La proposition sur les taxes à l'exportation faite par l'UE et soutenue par les États-Unis qui estimaient que cela « valait la peine d'être explorée » parce que créant un déséquilibre et des effets de distorsion, a été largement discutée et les pays en développement ont rejeté toute idée d'éliminer ou même de baisser les taxes à l'importation d'autant plus que cela n'entre pas dans le mandat de Doha.

Il y'a eu aussi au cours de cette période de négociation une forte opposition entre les pays industrialisés et les pays en développement sur la résolution des obstacles non tarifaires. La CE avait proposé « l'établissement d'un mécanisme horizontal, sous forme d'une procédure pour la résolution des problèmes dans le domaine des obstacles non tarifaires, avec des calendriers brefs, en impliquant un facilitateur qui aide les pays à arriver à des solutions mutuellement convenues ». Cette proposition a été écartée par les pays en développement qui dans le cadre de l'AMNA 11 avaient fait une contre proposition qui stipulait la mise en place d'un mécanisme permanent, flexible et rapide basé sur des solutions plutôt que sur des droits, et qui offrirait des résultats créatifs et pragmatiques.

Des divergences profondes sur les abaissements tarifaires

Cette question a occupé les membres durant toutes les semaines de discussions. Mais aucune avancée significative n'a été enregistrée. Des chiffres ont été avancés mais, les divergences ont persisté de sorte que certains pensaient déjà qu'un accord « semble réellement difficile ». La pomme de discorde est le niveau d'abaissement des tarifs sur les biens industriels. Les Pays en développement ont décrié la volonté des pays industrialisés qui exigeaient des abaissements tarifaires de leur part beaucoup plus importants qu'ils étaient eux même disposés à consentir. Une telle volonté fondée sur une nouvelle notion qui est « l'accès au marché réel » est contraire au mandat de Doha qui stipule « une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction ».

Les pays industrialisés avaient proposé une formule 10-15, c'est-à-dire que les pays développés puissent appliqué un coefficient de 10 pour leurs abaissements tarifaires alors que les pays en développement prendront un coefficient de 15. Les pays en développement se sont opposés à un

tel coefficient. L'Ambassadeur du Brésil, Clodoaldo Hugueney, déclarait qu'une telle proposition « n'est pas réalisable, n'est pas possible et est exclu ».

Le président des négociations Don Stephenson avait proposé les fourchettes (9 – 8) et (19 – 21). Cette proposition a été fortement critiquée. En effet les pays en développement soutenus par les PMA avaient jugé que cette proposition était trop généreuse pour les pays industrialisés. Ils avaient estimé que tout abaissement en dessous de 20 était insupportable, et que leurs abaissements devaient être de 25% supérieur à ceux des pays développés. Ces revendications ont tout le temps étaient qualifiées de déraisonnables par les États-Unis.

Le président Stephenson n'a pas pu trouver un consensus entre les membres malgré les nombreuses rencontres « semaine de discussions », « session de transparence »,

Il y a aussi que les discussions sur l'accès au marché des produits non agricoles entretiennent une interdépendance avec celles relatives à l'agriculture. C'est justement pour cette raison que le président Stephenson était sur une position attentiste pour produire un document. L'absence d'avancée dans les négociations agricoles signifiait aussi une absence de progrès dans l'amna.

Mais l'absence de texte consensuel était perceptible si l'on se réfère aux déclarations de Stephenson qui soutenait au cours de l'été dernier que les membres n'étaient pas prêts pour un texte. D'autant plus qu'il n'y avait pas de progrès sur les initiatives sectorielles en plus des divergences sur les autres questions.

En plus du texte conjoint que Stephenson avait publié avec son homologue de l'agriculture, il avait promis de publier un autre texte sur les modalités mais rien n'est encore disponible et l'on se demande s'il ne s'est pas mis dans la logique de son homologue Falconer qui a promis son texte pour début 2008.

Services : Intensification des discussions sur les services

Les discussions à l'OMC sur la libéralisation des échanges dans les services ont accéléré leur rythme au cours des deux dernières semaines, bien que des divergences subsistent sur les moyens de faire avancer les négociations.

Lors d'une réunion de la Session spéciale du Conseil du commerce des marchandises, tenue le 6 décembre, l'élaboration en cours d'un texte par le Président des discussions a entraîné certaines discussions animées.

Selon des sources, le Brésil, l'Inde, le Groupe africain et l'Association des nations du sud-est asiatique (ASEAN) ont reconnu avoir initialement contesté l'utilité d'un texte destiné à donner une orientation aux discussions sur les services. Ils se sont toutefois dits disposés à participer à présent à l'élaboration d'un texte, à la condition que leurs préoccupations soient prises en compte de manière adéquate.

Contrairement au cas des produits agricoles et des biens industriels, où les formules mathématiques figurant dans les projets d'accords définiront les niveaux d'accès au marché futurs des membres, les pays négocient l'ouverture du marché des services au travers d'un processus de présentation de demandes et d'offres. Ainsi, un texte sur les services énoncerait simplement les lignes directrices des discussions sur l'accès au marché. Il pourrait également décrire des règles potentielles devant régir le commerce des services. Néanmoins, certains pays qualifiés de 'demandeurs' qui font pression en faveur d'une plus grande libéralisation des services – essentiellement des pays industrialisés Membres tels que l'UE – souhaitent un nouveau texte car, leur semble-t-il, ceci pourrait donner une impulsion aux discussions.

Par ailleurs, Cuba, la Bolivie et le Venezuela ont fait une déclaration conjointe rejetant l'idée d'avoir un texte pour les négociations sur les services. De telles négociations sont très différentes de celles sur l'agriculture et les biens industriels (principalement parce qu'il n'est pas nécessaire d'élaborer des formules et des chiffres

pour la libéralisation), ont-ils noté, en faisant valoir que l'annexe C de la Déclaration ministérielle de Hongkong – dont la négociation elle-même fut un exploit – est suffisante pour énoncer la voie à suivre. Ils ont ajouté que le travail, le temps et l'effort consacré à l'élaboration de cette annexe ne devraient pas être réduits à néant par le démarrage d'un processus similaire, mais de manière moins transparente, au sein de ce que l'on appelle les 'discussions enchilada', qui sont des réunions exclusivement sur invitation regroupant quelques douzaines de délégations, convoquées par le Président, l'Ambassadeur Fernando de Mateo (Mexique).

De Mateo continue à progresser dans la formulation d'un texte, et hormis ces trois pays, de nombreux Membres travaillent sur des propositions à lui présenter comme contributions.

Une autre question occupe le devant de la scène, à savoir une conférence potentielle pour les annonces de contributions au cours de laquelle les acteurs clés – essentiellement les pays industrialisés et les grands pays en développement qui ont soit parrainé soit été la cible des demandes collectives d'accès au marché – indiqueraient les engagements d'ouverture du marché qu'ils offriraient à terme. Cette conférence pourrait en théorie se tenir parallèlement à un accord cadre sur les abaissements de subventions et de droits tarifaires dans les négociations sur l'agriculture et sur les biens industriels.

La nécessité même d'une telle conférence a été source de dissension, de même que la question de savoir quelles implications juridiques elle pourrait avoir. L'idée que les pays développés souhaiteraient un engagement des Membres à consolider leurs niveaux existants d'accès au marché eu égard aux fournisseurs de services étrangers, lors de la conférence, a suscité la colère des pays en développement. Ces pays soutiennent que ceci irait à l'encontre du principe fondamental de l'AGCS qui vise à assurer aux pays en développement une certaine flexibilité

dans la détermination de leurs engagements de libéralisation.

Le statut des rapports rédigés par les coordonateurs des demandes d'accès au marché plurilatérales, présentés en vue de leur inclusion dans le texte du Président a également été une source de désaccord. Ces rapports sont qualifiés de documents 'JOB', qui ne sont à la disposition du public. Certains ont déclaré que leur inclusion était peu appropriée, car les rapports étaient subjectifs – avec des opinions, des évaluations, des conclusions et des recommandations personnelles – et ne devraient donc ni être présentés comme des documents JOB, ni être inclus dans le texte.

Le mouvement transfrontière temporaire de la main-d'œuvre – ou 'Mode 4' dans le jargon des services à l'OMC – a également fait son apparition dans les récentes discussions à Genève. Bien qu'elle soit importante pour les pays en développement, cette question avait été reléguée à la périphérie des discussions sur les services.

Selon des sources, l'Inde avait demandé la tenue d'un symposium sur la question du Mode 4 vers février ou mars 2008. Les États-Unis ont été les seuls à s'opposer à cette idée, lors de la Session du Conseil du commerce des services du 6 décembre. Le Secrétariat de l'OMC a toutefois déclaré que l'absence de consensus indiquait qu'un symposium ne pourrait être organisé.

Avec l'appui d'autres pays en développement, l'Afrique du sud a contesté cette interprétation du consensus, au vu du fait qu'un texte sur les services semblait en perspective, en dépit de l'opposition expresse de trois pays. Plusieurs pays ont déclaré que le mouvement au titre du Mode 4 serait essentiel en vue de progrès dans les négociations.

Lors d'une réunion informelle du Comité du commerce des services, tenue le 17 décembre, le Secrétariat a laissé entendre qu'un symposium sur le Mode 4 pourrait être organisé en avril, si le temps le permettait, car les positions s'étaient assouplies.

Europe-Afrique : Un sommet pour un nouveau partenariat ?

Le sommet Europe-Afrique s'est tenu les 8 et 9 décembre à Lisbonne au Portugal. Ce sommet, deuxième rencontre du genre entre l'Europe et l'Afrique après celui du Caire en 2000, s'est tenu dans un contexte particulièrement important où les relations traditionnelles euro-africaines connaissent de profondes et rapides transformations tant sur le plan politique qu'économique, sous l'effet conjugué de la volonté de l'Afrique d'affirmer son indépendance politique vis-à-vis de l'Europe et de la montée en puissance des économies émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil dans le continent.

C'est pourquoi le sommet de Lisbonne a été placé sous le seau du nouveau partenariat.

Sur les nombreuses questions abordées, les leaders africains et européens ont affiché leurs intentions de bâtir ce nouveau partenariat. Les propos de José Manuel Baroso, président de la Commission européenne traduisaient bien cette nouvelle ambition : « Nous avons eu une politique pour l'Afrique, il nous faut une politique avec l'Afrique »

Mais la volonté affichée par les deux parties n'a pu être traduite dans la construction d'un nouveau départ entre l'Europe et l'Afrique tant les divergences ont été larges sur de nombreux sujets.

L'Europe a tenté de dénoncer les violations droits de l'Homme, en particulier au Zimbabwe et l'Afrique la politique commerciale que l'Europe tente d'imposer aux africains à travers les Accords de partenariat économique (APE). C'est ce second point qui a fait l'objet de la plus grande attention des chefs d'Etat, consacrant ainsi un succès relatif de la partie africaine à infléchir l'agenda du sommet vers ce sujet qui était le point prioritaire pour l'Afrique et pour la plupart des organisations de la société civile présente à Lisbonne.

Les leaders africains à travers Alpha Oumar Konaré, président de la Commission de l'union africaine à Thabo

Mbeki, Président de la République Sud africaine et Abdoulaye Wade, Président du Sénégal, ont critiqué le coup de force et les pressions politiques exercées par l'Europe sur les régions et les Etats africains en vue de la signature d'un APE avant le 31 décembre 2007, date d'expiration de la dérogation accordée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les arguments avancés par les leaders africains ont, au final, amené la Commission européenne, par la voix de Baroso, à s'engager à poursuivre le débat sur les APE au-delà de la date du 31 décembre et à reprendre les discussions en février 2008.

Mais tout cela n'a pas pour autant empêché certains participants comme la Suède, le Danemark, l'Allemagne et les Pays bas à décrier la situation des droits de l'homme en Afrique.

Ce que Robert Mugabe, qui était principalement visé, a balayé estimant qu'« il est important que les gens gardent à l'esprit que les Africains ont combattu pour avoir des droits de l'homme (alors qu'ils étaient) soumis à l'oppression. La Stratégie conjointe et le Plan d'Action ont été adoptés lors de ce Sommet UE-Afrique.

Dans la Déclaration de Lisbonne, les chefs d'Etat et de Gouvernement africains et européens déclarent « être déterminés à donner au nouveau partenariat stratégique les moyens et les instruments nécessaires pour mettre en œuvre la Stratégie Conjointe et le Plan d'Action, et dans ce but créer un mécanisme de suivi complet et efficace qui puisse permettre de rejoindre ces objectifs et présenter les résultats à l'occasion du troisième Sommet qui devrait se tenir en 2010 ».

Le sommet a aussi promis la mise en place « un nouveau partenariat stratégique politique pour le futur, allant au-delà de la traditionnelle relation donateur - bénéficiaire, construisant la futur relation sur des valeurs et objectifs communs, selon les principes de paix, stabilité, démocratie, état de droit,

progrès et développement. »

Un nouveau acteur dans les relations UE Afrique : la société civile

En marge de la réunion des Chefs d'Etat, de nombreuses organisations de la société civile se sont aussi réunies dans un « Sommet Europe-Afrique alternatif » pour analyser ensemble les contraintes auxquelles l'Afrique fait face et qui, en partie, sont engendrées par les logiques marchandes et néolibérales qui sous-tendent le partenariat imposé par l'Europe.

Ce sommet alternatif avait pour objectif, d'une part de bâtir de nouvelles alliances entre les organisations européennes et africaines, en particulier entre le réseau européen Seattle to Brussels (S2B) et le réseau Africa Trade Network, et d'autre part de proposer des options alternatives sur de nombreux sujets tels que le partenariat économique Europe Afrique, dont l'expression actuelle est l'Accord de partenariat économique, la question des migrations, les droits de l'homme et la souveraineté alimentaire.

Les organisations de la société civile européennes et africaines ont, par la voie de Taoufik ben Abdallah de l'ONG ENDA Tiers Monde, délivré un message des mouvements sociaux et des « peuples » des deux continents aux chefs d'Etat.

La déclaration présentée aux Chefs d'Etat a reçu un écho très favorable de la part des officiels. Elle a été saluée par M. Alpha Omar Konaré qui, dans sa déclaration finale, a cité les propos de la société civile sur le thème de l'inégalité des pouvoirs entre les deux continents.

C'est dire qu'il y'a une grande avancée et une nouvelle donne dans les relations nord sud parce que tout simplement les groupes de pressions que sont les organisations de la société civile travaille à une prise en compte des intérêts des masses en dehors de tout calculs politique.

UE-ACP : signature d'accords d'étapes entre l'UE et certains pays africains L'intégration régionale est-elle menacée ?

Les gouvernements ivoirien et Ghanéen ont tour à tour paraphé un « accord d'étape » dans le cadre des négociations sur les nouveaux accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP. Ces accords leur permettent de conserver les préférences dont ils bénéficiaient au titre de l'accord de Cotonou.

Le Nigeria a demandé officiellement un SGP plus qui lui garantirait des préférences plus favorables que le SGP simple ou standard. Avec ce système le Nigeria devrait s'engager à respecter un certains nombres de normes relatives à l'environnement, aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance.

De tels accords ne leur empêchent pas de poursuivre les négociations en vue de parvenir à un accord de partenariat économique (APE) global en 2008.

L'Afrique de l'Ouest, région à laquelle appartiennent la Côte d'Ivoire et le Ghana par l'entremise des commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, avait officiellement notifié à la Commission européenne son opposition à tout accord intérimaire et la nécessité d'un délai supplémentaire de négociation pour arriver à un APE global.

L'UE a en effet changé de démarche face à l'impossibilité de conclure des accords de partenariat économique globaux intégrant les questions de développement avant l'échéance du 31 décembre 2007.

Les négociateurs européens ont proposé au Ghana et à la Côte d'Ivoire qui sont avec le Nigeria les seuls non PMA dans la sous région, la signature d'accords en deux temps : un accord intérimaire portant exclusivement sur les marchandises avant le 31 décembre 2007 ; puis poursuivre les pourparlers pour la conclusion d'un accord final avant fin 2008.

Rappelons que ces pays détiennent des intérêts spécifiques d'accès au marché européen.

Dans la logique de cette approche, de

fortes pressions ont été exercées sur ces pays pour briser la cohésion entre les Etats, dans des régions comme l'Afrique de l'Ouest, et aller vers la conclusion d'APE par pays ou en groupe de pays plus réduit.

Dans la foulée, le commissaire européen au Développement, Louis Michel, à l'occasion d'une visite à Abidjan le 17 novembre 2007, révèle que « *Sans APE, la Côte d'Ivoire pourrait perdre un milliard d'euros par an* » de recettes d'exportation.

Pour le Chef de la Délégation de la Commission européenne en Côte d'Ivoire, M. Michel Arrion : « *Cet accord intermédiaire est une étape cruciale que nous avons réussi à franchir. Tout indique que nous sommes sur la bonne voie pour parvenir à un accord de partenariat économique global dans les mois qui viennent* ». Il précise que « *la transition ouverte par cet accord intermédiaire permet d'éviter que les principaux produits d'exportation ivoiriens vers les marchés européens ne soient soumis à des droits de douane à partir du 1^{er} janvier 2008, avec toutes les conséquences économiques et sociales que cela aurait occasionnées.* »

Qu'advient-il de l'intégration régionale ?

Dans la déclaration politique adoptée en conclusion aux négociations intérimaires, la Côte d'Ivoire et la Communauté Européenne réaffirment leur engagement à « *promouvoir l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest dans le cadre des processus en cours de l'UEMOA et de la CEDEAO* ».

Pour les autorités ivoiriennes, le présent accord intérimaire est établi dans le respect de l'agenda d'intégration régionale et dans la perspective de la négociation d'un Accord de Partenariat Economique global avec la région Afrique de l'Ouest.

Les deux parties invitent la CEDEAO, l'UEMOA et la Mauritanie, à « *négoier un Accord de Partenariat Economique global et à établir un calendrier de travail,*

afin de conclure dans les meilleurs délais ». « *La Côte d'Ivoire reste engagée dans la poursuite des négociations d'un Accord de Partenariat Economique global* », souligne la déclaration politique.

Tout en précisant que l'accord de partenariat économique d'étape avec la Côte d'Ivoire sera remplacé par l'accord de partenariat économique global avec l'Afrique de l'Ouest, lors de l'entrée en application de ce dernier, la déclaration souligne que les parties s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour signer l'accord de partenariat économique d'étape avant le 30 juin 2008.

La CEDEAO a, lors de son dernier comité ministériel de suivi qui s'est tenu à Ouagadougou au Burkina Faso le 17 décembre, réaffirmé l'attachement de tous les pays de la sous région à l'intégration régionale et à la conclusion d'un APE susceptible de contribuer au développement économique et social de la région.

En ce sens, les accords paraphés par le Ghana et la Côte d'Ivoire doivent être mise en cohérence avec les engagements pris dans le cadre de l'intégration régionale. « *Nous avons pris note de ces accords qui ont été paraphés par la Côte d'Ivoire et le Ghana et nous avons décidé de travailler à faire en sorte qu'ils puissent néanmoins être reversés dans l'accord global régional qui sera signé avec l'UE* » avait souligné M. Sanou, président du CMS.

La Cédéao et à l'UEMOA devront « *encadrer* » et « *accompagner* » ces deux pays et d'harmoniser lesdits accords « *dans la mesure du possible* » afin d'éviter une différence de traitement entre les pays membres. Il s'agira en définitive d'intégrer ces accords d'étapes dans tout le processus de négociation qui sera poursuivi par la région.

Ainsi les inquiétudes relatives à l'intégration se dissipent. Et comme l'a précisé le président de la commission de la CEDEAO le Dr Mouhamet Ibn

(suite à la page 20)

L'aide pour le commerce : les ONG demandent plus d'efficacité

Les organisations non gouvernementales ont lancé un appel avant le sommet UE-Afrique de Lisbonne pour une plus grande transparence et pour mettre plus fortement l'accent sur l'aide au développement de l'Union européenne en faveur des pays les plus démunis de monde. L'UE est le plus gros bailleur de fonds des pays pauvres d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, offrant 52% du total du financement.

Le 4 décembre, lors d'une table ronde « pré-sommet » organisée à Bruxelles avec les membres du Parlement européen, des représentants de la Commission européenne, des pays ACP, les représentants des ONG ont appelé à rendre l'aide de l'UE « plus transparente, plus efficace et plus axée sur la réalisation des objectifs de développement du millénaire (ODM) ».

La plus grosse partie de l'aide de l'UE à l'Afrique est offerte sous forme d'appui budgétaire général au lieu d'être ciblée sur des secteurs ou programmes spécifiques et n'est pas décidée par les parlementaires. Les rapports préparés par les conseillers de la politique extérieure européenne ainsi que les principales ONG se penchent sur les engagements de l'UE à réaliser les ODM, notamment l'engagement d'allouer 20% de l'aide à la santé et au secteur social.

Les participants à la table ronde ont dit que Bernard Petit, le Directeur général adjoint de la DG pour le développement de la Commission européenne, a assuré que la Commission soutenait l'examen parlementaire des programmes des pays ACP et que ceci « pourrait se faire dès que le Fonds européen de développement sera intégré dans le budget de l'UE ».

Depuis le lancement des négociations en 2002, la question du lien entre les APE et l'aide financière au développement est au cœur des discussions et source de désaccords majeurs entre les régions ACP et la Commission européenne.

Parallèlement, une initiative « Aide pour

le commerce » visant à favoriser l'intégration des pays en développement dans le système commercial international, a été lancée à l'OMC en décembre 2005 dans le cadre du cycle de Doha.

Dans le numéro 24 de ce bulletin d'information (mai 2007), nous vous proposons un tour d'horizon synthétique des principaux enjeux et défis posés par la problématique du volet « aide » du processus APE.

Les perspectives d'arriver à un accord commercial à l'OMC cette année sont très maigres et les négociations vont donc se poursuivre en 2008. Sur le front des APE par contre, la date officielle prévue pour la clôture des négociations est imminente et plusieurs pays et sous groupements ACP, inquiets de perdre leur accès privilégié au marché européen à partir du 1^{er} janvier 2008, ont déjà signé des accords intérimaire avec la Commission européenne centrés sur le commerce des marchandises. Dans ce contexte « bouillonnant », il n'est pas inintéressant de se pencher sur l'actualité des débats relatifs à « l'aide au commerce » et leurs implications pour les pays ACP.

Au niveau européen d'abord, les Etats membres se sont accordés en octobre dernier sur une stratégie européenne commune pour « l'aide pour le commerce », dans une optique notamment de cohérence et de coordination accrue dans les domaines des politiques commerciales et de développement.

En termes de montants, cette stratégie confirme les engagements européens précédents de porter l'aide au commerce à deux milliards d'euros par an d'ici à 2010 (un milliard en provenance de l'aide communautaire et un milliard fourni par les Etats membres).

Pour rappel, ce montant ne couvre que les deux premiers domaines de « l'aide pour le commerce », à savoir (1) les politiques et règles commerciales et (2) le développement du commerce, et non les infrastructures, le renforcement des

capacités productives et les ajustements liés au commerce qui ne font l'objet d'aucun engagement financier spécifique.

La nouveauté, c'est la précision que les pays et régions ACP devraient bénéficier, suivant une répartition « équitable », d'environ 50% de ces fonds, ce qui correspondrait à une augmentation de « l'aide pour le commerce » de l'ordre de 300 à 400 millions d'euros par an. L'objectif est d'appuyer les besoins choisis en priorité par les pays et régions ACP dans le cadre notamment de leur processus d'intégration régionale et des APE. Il est stipulé que l'engagement collectif européen en la matière ne dépend pas de l'issue de ces négociations. Mais aussi qu'une attention accrue sera portée à l'intégration du commerce dans les stratégies ACP de développement et de réduction de la pauvreté.

Le texte comprend enfin une série de recommandations en matière de mise en œuvre et de suivi/évaluation, en vue de favoriser une aide effective et de qualité sur la base notamment des principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Cette stratégie a été conçue de manière à permettre à l'UE de faire un apport substantiel lors du premier examen global annuel sur « l'aide pour le commerce » qui s'est tenu à l'OMC les 20-21 novembre derniers.

En vue de préparer cette réunion, des examens régionaux ont préalablement eu lieu dans les trois continents (Amérique latine/Caraïbes, Asie/Pacifique et Afrique), dont le dernier à Dar es-Salaam (Tanzanie), intitulé : « Mobiliser l'aide pour le commerce: gros plan sur l'Afrique » et organisé conjointement par l'OMC, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque africaine de développement.

Cette conférence de haut niveau avait notamment pour objectif d'identifier les principales contraintes et priorités commerciales des différentes régions

(suite à la page 20)

Coalition africaine contre les Accords de Partenariat Economique (APE) et pour l'ouverture d'un dialogue en vue de construire un partenariat pour la croissance et le développement

Appel des peuples d'Afrique à l'opinion publique européenne et internationale

« Jusqu'à présent, nous avons eu une politique pour l'Afrique, il nous faut aujourd'hui une politique avec l'Afrique (...) l'Afrique est redevenue un enjeu géostratégique majeur sur la scène internationale. Le continent africain retrouve aujourd'hui une place en accord avec ses énormes potentialités dans les différents agendas politiques internationaux. »

José Manuel Baroso, Président de la Commission Européenne

« Si l'Europe n'a plus que la camisole de force des APE à nous proposer, on peut se demander si l'imagination et la créativité ne sont pas en panne à Bruxelles »

Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal

En Afrique, comme en Europe, les peuples et les dirigeants ont exprimé leur volonté de cheminer ensemble dans le respect et la solidarité, pour consolider des liens que ni, l'histoire, par moment douloureuse, ni les vicissitudes de l'évolution mondiale n'ont réussi jusqu'ici à défaire. Cet acquis doit être préservé.

L'Europe a bien compris la force et le potentiel de l'Afrique dans le contexte international actuel. L'Afrique est aussi parfaitement consciente de cette réalité et a décidé d'imprimer sa propre empreinte sur son évolution.

La construction d'un nouveau partenariat Europe-Afrique demande cependant à la fois du temps, de la cohérence et une prise en compte des déséquilibres de pouvoir économique et politique et des ambitions légitimes de chaque peuple. Pour être mutuellement avantageux, il doit être fondé sur des principes forts de respect, de solidarité et de confiance.

Or, en cherchant à imposer les Accords de partenariat économique (APE) comme seul modèle de partenariat avec l'Afrique, en ignorant les nombreuses alternatives qui laisseraient aux pays africains la liberté de mettre en œuvre leurs propres politiques de croissance et de développement, en accentuant les pressions sur les gouvernements africains pour la signature des APE et en sapant les fondements du processus

d'intégration du continent africain si difficilement mis en œuvre, sur la base du principe « diviser pour mieux régner » de si triste mémoire, l'UE contredit par ses actes son propre discours en faveur de l'intégration et du développement de l'Afrique et se met en porte à faux par rapport aux principes définis en commun.

Oui l'Afrique rejette les Accords de partenariat économique. Ces accords portent en eux la désintégration des économies et institutions régionales et rendront impossible tout espoir d'intégration continentale. Ils rendront vaines les tentatives de construire des marchés régionaux ou continentaux.

En instaurant une réciprocité commerciale faussement symétrique et inéquitable et en organisant l'invasion de nos marchés par les produits européens subventionnés, ils perpétueront la dépendance de nos économies aux seules matières premières et détruiront nos industries vulnérables, tout en tuant dans l'œuf tout espoir d'industrialisation future. Ils soumettront nos agricultures et porteront de façon irréversible atteinte à notre souveraineté alimentaire. Ils appauvriront nos Etats qui ne pourront plus répondre aux besoins les plus élémentaires de nos peuples et créeront les conditions à davantage de conflits et d'instabilité politique.

Appauvries, sans perspectives de progrès et plongées dans un profond

désespoir, nos forces vives seront encore plus tentées par l'immigration.

Il est même à craindre que le forcing de la Commission européenne, en dressant la jeunesse et l'intelligentsia africaine contre la coopération avec l'Europe, ne soit totalement contre productif. Cela n'est ni dans l'intérêt de l'Europe ni dans celui de l'Afrique.

La période transitoire mise en avant et les milliards promis par l'Europe ne seront à même de compenser les pertes commerciales, économiques et politiques que ces accords nous feront subir.

Ayant étudié les impacts potentiels de ces accords, l'élite et les masses africaines ont pris leurs responsabilités et exprimé leur refus d'y adhérer. L'accord ne peut hypothéquer le droit inaliénable de nos peuples au développement et au progrès.

L'avenir ne dépendra pas de l'assistance mais de la possibilité qu'auront nos peuples de créer par eux mêmes de la richesse et de vivre ensemble sur leur terre dans la paix et la dignité.

Pour nous, l'alternative se situe dans une intégration africaine renforcée, dans la construction d'une agriculture qui nourrit les hommes, un système industriel diversifié, des services dynamiques, des Etats démocratiques qui jouent

(suite à la page 20)

Coalition africaine contre les Accords de Partenariat Economique (APE)...
(suite de la page 19)

pleinement leur rôle pour faciliter l'accès au progrès à leurs populations et donner éducation et emploi à la jeunesse.

Ces ambitions légitimes ne pourraient se réaliser si le système des échanges qui lie nos économies au reste du monde ne permet pas la création de richesses sur le sol africain et si nos économies sont soumises à une compétition déloyale.

Cet appel est une main tendue aux peuples d'Europe. L'Afrique ne s'oppose pas à l'Europe mais veut un partenariat compatible avec ses intérêts et ses aspirations.

Nous avons la ferme conviction qu'africains et européens « devraient se forger un destin commun en lançant les fondements d'une alliance objective sur la base de leurs complémentarités. »

Nous appelons nos frères et sœur d'Europe, les intellectuels, les organisations et associations, et toutes les personnes de bonne volonté, amis de l'Afrique et simples militants de la justice, de l'équité et du droit des peuples, à se joindre à nous pour que chaque continent jouisse de son droit le plus simple : le Droit à la croissance économique et au DEVELOPPEMENT.

L'Afrique et l'Europe, ensemble, devront redéfinir les termes d'un partenariat qui assurent développement et prospérité mutuelle et qui renforce la solidarité des deux continents face aux nombreux défis dans le monde.

Ce partenariat, pour qu'il soit durable, devra nécessairement considérer les leçons de l'histoire ancienne et récente de manière que nul ne subisse à nouveau les affres de la dépendance et de la servitude.

Nous invitons tous les peuples d'Europe à cheminer avec nous pour faire du nouveau partenariat euro-africain en construction un partenariat stratégique orienté vers le développement économique et social et fondé sur la solidarité, la complémentarité, la paix et le respect des droits humains et des peuples en Europe comme en Afrique.

La Coalition africaine contre les Accords de Partenariat Economique (APE) et pour l'ouverture d'un dialogue en vue de construire un partenariat pour la croissance et le développement.

L'aide pour le commerce ...
(suite de la page 18)

africaines, de discuter de sources et mécanismes de financement et d'établir une « feuille de route » pour les futures actions à venir en matière d'aide au commerce.

Durant les discussions, l'accent a notamment été mis sur l'importance des infrastructures commerciales, la nécessité d'un leadership politique fort au niveau national et régional et de se focaliser sur des priorités clés, l'importance de l'intégration régionale, le rôle clé des banques régionales de développement ainsi que la nécessité de mobiliser davantage le secteur privé et de renforcer les partenariats public-privé.

Les principales discussions, conclusions et recommandations issues de cette réunion ont été présentées lors de l'examen global annuel de « l'aide pour le commerce » qui s'est tenu à Genève dans le cadre de l'OMC en novembre dernier.

L'objectif de cet examen, dont c'était la 1^{ère} édition, consistait d'une part, à faire le bilan de ce qui fait en matière de fourniture d'aide au commerce, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, et d'autre part, à stimuler et lancer des pistes concrètes pour à la fois accroître et améliorer l'aide et renforcer la responsabilité mutuelle des pays bénéficiaires et des bailleurs.

UE-ACP : signature d'accords d'étapes entre l'UE ...
(suite de la page 17)

CHAMBAS, la cohésion, l'unité et la solidarité au sein de l'Afrique de l'Ouest doivent être préservés dans le but de conclure un APE régional, complet et global qui réponde aux objectifs de développement et de l'intégration.

Et le bloc CEDEAO s'est reconstitué.

Au sortir de ce CMS (Comité Ministériel de Suivi), la CEDEAO s'est fixée jusqu'en juin 2009 au plus tard pour conclure des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE) ; ce qui lui permettra de déterminer des programmes et mesures d'accompagnement et leur financement, de formuler un calendrier pour l'offre d'accès aux marchés ainsi que la rédaction d'un texte de l'accord.

Le parlement de la CEDEAO qui s'était réuni un peu avant ce CMS avait estimé que l'Afrique de l'Ouest a besoin davantage de temps pour finaliser les tâches nécessaires et restantes en vue de la conclusion d'un APE porteur de développement, juste, équilibré et mutuellement avantageux. Il a invité le Parlement Européen et les Parlements nationaux des Etats membres de l'Union européenne, à soutenir la position des Parlements de l'Afrique de l'Ouest en faveur d'un APE mutuellement avantageux et qui améliore durablement les capacités productives et les conditions de vie des populations ouest – africaines tout en encourageant et en invitant les négociateurs ouest-africains et en particulier les Présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA à poursuivre les négociations dans l'unité et la solidarité.

Europe/Afrique : Le Commerce en panne...
(suite de la page 6)

L'éveil commercial, aussi minime soit il, des pays africains dans les négociations commerciales internationales, a changé la donne. Comme il a déjà été dit, les niveaux régional et multilatéral de ces négociations sont fortement imbriqués et ne donnent plus à l'Europe la garantie de concessions commerciales automatiques.

Dès lors, l'aide compensatoire est devenue un argument subtil de négociation, subrepticement brandie à chaque fois que les pays africains ont tardé à rallier les positions attendus d'eux, favorisant ainsi la prise en otage de la coopération au développement par le commerce. Cet état de fait est révélateur d'une double incohérence.

D'abord, la politique commerciale européenne est, sous certains de ces

aspects, contraire voire opposée à l'orientation de sa politique de développement. L'exemple des subventions en est une illustration. En octroyant des subsides plus que de raison à des produits à destination de l'Afrique, on amoindrit la compétitivité de sa production concurrentielle similaire en lui occasionnant une perte nette de revenus. C'est un préjudice commercial.

Dans le même temps, des programmes d'aide à son endroit sont confectionnés via la coopération. Ils lui occasionnent des gains nets de revenus. C'est la compensation financière. Préjudice commercial et compensation financière sont les deux faces d'une même politique commerciale européenne avec un même mode opératoire : l'usage de l'argent du contribuable européen au service d'une politique de coopération tatillonne et incohérente avec l'Afrique.

Ensuite, l'aide et le commerce ne répondent pas aux mêmes logiques de partenariat. L'aide est unilatérale, volontaire et situationnelle. Le commerce est plus contractuel, plus normative et s'inscrit dans un régime systémique articulé autour des principes de l'OMC.

Pour ces raisons et aussi pour des considérations d'éthique, il ne doit pas s'immiscer dans la recherche de la réduction de la pauvreté par des voies et pour des raisons autres que d'ordre commercial. Il ne serait d'ailleurs pas exagéré de faire d'une telle immixtion, qui est un élément de contrainte avéré, un facteur de trouble à l'ordre public commercial international, et justiciable devant l'OMC. Il s'y ajoute que la dissociation Aide/Commerce permet d'éviter les transferts d'agenda opérés par l'UE dans ses négociations avec l'Afrique.

L'illustration la plus parfaite est l'intrusion de ce qui est communément appelé les thèmes de Singapour (Concurrence, Marchés publics, Investissement et Facilitation des échanges) dans l'agenda des APE, alors que les pays africains avaient refusé jusqu'à son inscription à l'ordre du jour à l'OMC.

C'est que le cadre multilatéral, quoiqu'imparfait, offre de meilleures garanties de protection qu'un accord

bilatéral qui sera probablement l'émanation d'un rapport de forces brutales. Sans être exempt de reproches, le système de l'OMC est de ce point de vue beaucoup plus *pondérant*. Pour toutes ces raisons, la dissociation Aide/Commerce est un excellent postulat pour toute nouvelle relation commerciale entre l'UE et les pays africains.

*L'APE et le partenariat Europe Afrique ...
(suite de la page 9)*

signature de tout accord commercial entre la région et un partenaire extérieur.

Avant de s'ouvrir il faut se construire et se consolider, sinon on est construit conformément à la volonté des autres. La Chine a bien compris cet impératif économique et ne s'est ouverte à la libéralisation commerciale selon des règles multilatérales qu'en 2001, date de son adhésion à l'OMC. Le Vietnam n'a rejoint l'OMC qu'en 2006.

Ces deux pays ont aujourd'hui les taux de croissances parmi les fortes au monde. Ces derniers, plus que L'Europe, sont les exemples que nous pouvons suivre sur les questions de stratégies commerciales.

*Produits sensibles : le texte des modalités ...
(suite de la page 11)*

générale qui menace d'en réduire l'efficacité. Les trois premières aboutiraient à une compensation plus faible pour un écart par rapport à la formule. Les deux autres pourraient mener à des hausses, mais seraient difficiles à mettre en œuvre.

La première exception est prévue pour les cas où les importations hors contingent représentent plus de 50% de celles incluses dans le contingent tarifaire (paragraphe 60).

Dans de telles circonstances, le Président Falconer a proposé de réduire d'un quart l'expansion du contingent tarifaire si les droits consolidés actuels excèdent 50% et d'un cinquième si les taux consolidés actuels sont inférieurs à 50%. Cette situation pourrait survenir eu égard aux importations américaines

de viande bovine, aux importations européennes de blé, de viande bovine et de volaille et aux importations mexicaines de blé et de maïs.

La seconde exception prend en compte des situations où les contingents tarifaires existants représentent déjà 10% ou plus de la consommation intérieure et où l'écart minimal est utilisé (paragraphe 61).

Dans de tels cas, l'expansion du contingent tarifaire pourrait être réduite à 2,5 ou 3,5% de la consommation intérieure. Si un contingent tarifaire représente 20% ou plus de la consommation intérieure, l'expansion pourrait être limitée à 2 à 3%. Cette réduction pourrait concerner les contingents tarifaires pour le blé, l'arachide et le lait en poudre écrémé au Japon, le tabac au États-Unis et le maïs en Chine.

La troisième exception est un type de sauvegarde en cas de brusque poussée des importations hors contingent (du double ou du triple de celles dans le contingent tarifaire) à la suite de la mise en œuvre des engagements de réduction tarifaire convenus dans le Cycle de Doha (paragraphe 62). Dans de tels cas, le nouveau contingent tarifaire pourrait être réduit d'une proportion allant jusqu'à un demi.

Les quatrième et cinquième exceptions (paragraphe 59) concernent un engagement en matière d'expansion additionnelle du contingent tarifaire pour deux catégories spécifiques de Membres.

La première catégorie comprend les pays qui choisissent de désigner un pourcentage plus élevé de leurs lignes tarifaires comme sensibles, une option ouverte aux Membres qui ont plus de 30% de leurs droits d'importation dans l'étage supérieur. La seconde concerne les pays qui ont toujours plus de 5% de leurs lignes tarifaires excédant 100% après la mise en œuvre des engagements de réduction au titre du Cycle de Doha.

Dans les deux cas, les Membres en question devraient garantir une 'expansion moyenne globale plus élevée du contingent tarifaire' (4,5 ou 6,5% de la consommation intérieure). Cette

(suite à la page 22)

*Produits sensibles : le texte des modalités ...
(suite de la page 11)*

proposition entraîne également un problème technique car la consommation intérieure des produits dans le cadre de divers contingents tarifaires est exprimée en différentes unités de mesure, ce qui rend difficile l'élaboration de 'l'expansion moyenne globale du contingent tarifaire'.

Toutes ces exemptions sont plus généreuses pour les pays en développement. Le Président Falconer a proposé de nouveaux contingents tarifaires s'élevant à deux-tiers de ceux requis des pays développés Membres et a spécifié que l'autoconsommation de la production de subsistance ne serait pas incluse dans le calcul de la consommation intérieure (paragraphe 63).

En dépit du traitement complexe et détaillé élaboré par l'Ambassadeur Falconer pour les produits sensibles, il reste à négocier de nombreux aspects.

Le résultat de ces négociations, conjointement avec la réglementation des produits 'spéciaux' et le mécanisme de sauvegarde spéciale (voir page XXX) indiquera ce que l'on pourra attendre du Cycle en matière d'amélioration de l'accès au marché pour les produits agricoles.

*Agriculture : les négociateurs entre espoirs et déception
(suite de la page 12)*

manque de volonté et vice versa. Mme Schawb représentante des Etats-Unis déclare que « d'un côté de la table on a tout donné, mais pas de l'autre. Le ministre brésilien des affaires étrangères estimait qu'« il est inutile de poursuivre les négociations compte tenu de ce qui est sur la table ».

L'échec de cette rencontre avait montré combien les positions étaient divergentes. Ce qui a poussé même certains à demander que l'on retourne au multilatéralisme pour avancer les choses.

Les divergences de fond

Sur les trois questions essentielles que sont l'accès au marché, les soutiens internes et la concurrence à l'exportation, les membres semblent faire un dialogue de sourds.

L'accès au marché : La principale source de discord est l'ampleur des abaissements tarifaire. Si un point de convergences semblait possible autour de 75 % pour la réduction des droits tarifaire les plus élevés, il n'en demeure pas moins que la position des Etats-Unis reste inconciliable avec ce pourcentage. Ils soutiennent en effet que tant que ses demandes d'accès au marché ne seraient pas satisfaites, avec notamment un abaissement de 85% des droits tarifaires les plus élevés, ils n'envisageraient même pas les abaissements de subvention plus importants.

Les produits spéciaux peuvent être soustraits aux abaissement tarifaire sous réserve de critères de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural

Le soutien interne : Au cours de ces négociations, plusieurs chiffres ont été avancés. Le président Falconer avait proposé une fourchette de 10 à 19 milliards. Les Etats-Unis déclaraient que c'était une bonne base de travail mais ne comptaient pas descendre en deçà de 22 milliards. L'UE avait supposé que les subventions ne devraient pas dépasser les 15 milliards. Mais les pays en développement laissaient entendre qu'il n'étaient intéressés que par la « partie inférieure » de la Fourchette proposée par Falconer. Voilà une situation donc très difficile à surmonter. Les Etats-Unis pensent refusent toute proposition aux alentours de 13 milliards.

Il y'a aussi une divergences profondes sur les arrangements relatifs aux disciplines par produit sur les dépenses de subventions, destinés à empêcher les Membres de concentrer l'ensemble de leurs paiements sur un nombre plus restreint de produits de base (comme le font les États-Unis, entraînant des distorsions importantes). De la même manière la question relative à la période de base reste préoccupante. Si certains membres sont favorables pour la période 1995 – 2000, les Etats-Unis insistent sur celle 1999 – 2001.

Tout n'est pas perdu

D'intenses discussions ont été notées ces dernières semaines, ce qui a abouti à « des progrès tangibles » selon

Falconer. Raison pour laquelle il a reporté la sortie de son nouveau document à début 2008 pour permettre aux négociateurs de progresser vers des plages de convergence.

Mais le 21 décembre dernier, Falconer a distribué quatre nouveaux documents de travail sur la réduction globale du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, les mesures globales de soutien, les minimis, et la Catégorie bleu.

Des progrès ont aussi été enregistrés sur les produits sensibles. En effet, il a été noté qu' aussi bien les pays développés que ceux en développement seraient en mesure d'appliquer des abaissements tarifaires inférieurs à la norme en échange d'une expansion des contingents d'importation.

La grande nouveauté fût les discussions détaillées sur les « indicateurs ». Falconer avait réussi la prouesse d'amener les membres à discuter de cette question. Mais là encore il y'a eut une forte opposition des Etats-Unis à la proposition du G 33.

Cependant, il faut se féliciter que la discussion d'une telle question soit ouverte aux autres membres ce qui jusqu'à une date récente était impossible.

Au cours de ces dernières semaines de discussions, les Membres ont aussi débattu du mécanisme de sauvegarde spéciale que les pays en développement seront en mesure d'utiliser pour rehausser les droits tarifaires au-dessus des niveaux plafonds consolidés pour se protéger contre les brusques poussées d'importation et contre les dépressions de prix. Là aussi le G 33 a montré une certaine flexibilité, même s'il prône une sauvegarde forte, en acceptant de restreindre le mécanisme à des biens produits localement et à leurs substituts.

De nouvelles questions ont été déclinées par Falconer. Il s'agit de discussions sur l'aide alimentaire, les crédits à l'exportation ; mais aussi la transparence, la notification et la surveillance.

En somme, il faut dire que les discussions sur l'agriculture sont tumultueuses. Tantôt on note une

avancée, tantôt c'est un éloignement des positions qui ôte tout espoir de voir les membres arriver à un compromis. Les dernières semaines de 2007 ont été mises à profil par le président des négociateurs pour pousser les négociateurs à conserver les acquis et à avancer vers des convergences.

ADPIC : Une impasse pour les indications géographiques...

(suite de la page 13)

médicaments essentiels au prix le plus bas possible, en particulier dans leur combat contre le sida, la tuberculose et le paludisme».

- La mise en œuvre de l'amendement : le Canada et le Rwanda étaient les premiers pays à tenter cette mise en œuvre. En effet, le 19 septembre, le Canada a accordé au fabricant de Générique APOTEX Inc l'autorisation aux fins d'exportation vers le Rwanda un produit pharmaceutique pour le traitement du VIH/Sida. Déjà en Juillet, le Rwanda avait informé l'OMC de son intention de recourir aux génériques. Dans cette même lancée, le Kenya a rejeté les amendements aux droits des brevets pour préserver le droit du gouvernement de délivrer des licences obligatoires autorisant la fabrication et l'offre de copies génériques de médicaments brevetés. Une telle décision a emporté la satisfaction des défenseurs de la santé publique.
- L'adoption de l'amendement ADPIC par l'UE : l'UE a finalement ratifié cet amendement après d'intenses discussions et d'âpres négociations entre la Commission et les Etats membres. Le Parlement européen a finalement donné son assentiment à un protocole modifiant l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) le 24 octobre 2007. Il faut préciser que la commission parlementaire de l'UE sur le commerce a reporté le vote de cet amendement à trois reprises parce que n'étant pas satisfait des garanties de la Commission et du Conseil qui s'engageaient à aider concrètement les pays en développement à fabriquer et importer des médicaments abordables. La présidence portugaise de l'UE avait proposé une solution le 22 octobre, dans une déclaration de dernière minute dans laquelle l'UE s'engage à apporter un appui financier pour faciliter et accroître le transfert de technologies et la production de produits pharmaceutiques par les pays en développement.

La Commission a également accepté une demande du Parlement de n'inclure aucune disposition relative à la santé publique ou à la propriété intellectuelle qui pourrait compromettre l'accès des pays pauvres aux médicaments lorsqu'ils négocient des accords de libre-échange avec eux - et notamment dans les accords de partenariat économique actuellement en cours de négociation avec les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, bien que le commissaire au Commerce Peter Mandelson ait souligné que cela n'avait jamais été dans les intentions de la Commission.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah

Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye, Bathie Ciss

et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Mamadou Dahira Bâ

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 33821.70.37 - Fax : (221) 33823.57.54

E-mail : syspro2@enda.sn - Web : <http://www.enda.sn>

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : ictsd@ictsd.ch - Web : <http://www.ictsd.org>

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540

E-mail : puentes@ictsd.ch

Les opinions exprimées dans les articles signés de PASSERELLES, BRIDGES, PUENTES et PONTES sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde

Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.

Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye et Bathie Ciss

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à passerelles@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD (www.ictsd.org/africoddev).

Publications

Alexandra Hyard, « Développement et environnement », septembre 2007, www.developpementdurable.revues.org

BM (World Bank), FINANCE FOR ALL? POLICIES AND PITFALLS IN EXPANDING ACCESS. World Bank, November 2007. This report has developed indicators to measure access to financial services, synthesises research that evaluates the impact of access on growth and poverty reduction, and sets out principles for effective government policy on broadening access and building inclusive financial systems. Internet: http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?item_id=7506837

CNUCED, Le Développement Économique en Afrique, Retrouver une marge d'action: La mobilisation des ressources intérieures et l'État développementiste, Août 2007, www.untacd.org

CNUCED, WORLD INVESTMENT PROSPECTS SURVEY 2007-2009, octobre 07, www.untacd.org

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007 - Vue d'ensemble, Sociétés transnationales, industries extractives et développement, octobre 2007, www.untacd.org

Fabien Desage, La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories, sous la direction de Romain Pasquier, Vincent Simoulin et Julien Weisbein (dir.), 2007, Paris, L.G.D.J., 235 p.

FAO, E-AGRICULTURE. Food and Agriculture Organisation, September 2007. E-agriculture is an interactive web-based platform in support of agriculture and rural development. It is a global initiative to enhance sustainable agricultural development and food security by improving the use of information, communication, and associated technologies in the sector. Internet: <http://www.e-agriculture.org/>

FAO- CSAO/OCDE, Les ruralités en mouvement en Afrique de l'ouest, Mars 2007, Ce document est le fruit du travail conjoint mené en 2006 entre l'équipe de la Division du

Développement Rural au sein du Département du Développement Durable de la FAO et l'équipe du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE).

Fond international pour le développement agricole (FIDA) : « Cadre stratégique du FIDA : 2007-2010 ». <http://www.un-ngls.org/>

IUCN, MARKETS FOR ECOSYSTEM SERVICES: NEW CHALLENGES AND OPPORTUNITIES FOR BUSINESS AND THE ENVIRONMENT, World Business Council for Sustainable Development and World Conservation Union, 2007. This report argues that, at a fundamental level, all economies and businesses depend directly or indirectly on the conservation of biodiversity and the sustainable supply of ecosystem services and states that conserving ecosystems and sustaining the services they provide is a pre-requisite for prosperity. The report seeks to demonstrate that market mechanisms are a powerful complement to existing strategies for conserving ecosystems. Internet: <http://www.wbcsd.org/includes/getTarget.asp?type=d&id=MjY2ODQ>

Martin Prowse and Admos Chimhowu MAKING AGRICULTURE WORK FOR THE POOR. Overseas Development Institute Natural Resource Perspective 111, October 2007. This paper look at the links between poverty, agriculture and land, reporting on panel data analysis in five countries - Vietnam, Uganda, India, Nicaragua and Ethiopia. It suggests that three 'pillars' can help to make agriculture work for the rural poor - infrastructure, education and information. Internet: <http://www.odi.org.uk/nrp/NRP111.pdf>

OECD, rapport annuel 2007, www.oecd.org

UN, World Economic and Social Survey 2007: Development in an Ageing World - 60th Anniversary Edition, 1948-2007, Released in June 2007, Publisher: United Nations, Department of Economic and Social Affairs

UN, World Investment Report 2007: Transnational Corporations, Extractive Industries and Development (Includes CD-ROM)

UN, Human Development Report 2007/2008: Fighting Climate Change - Human Solidarity in a Divided World, Released in November 2007, Publisher: United Nations Development Programme

W. Kidane, M. Maetz, P. Dardel, Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique subsaharienne, FAO, 2006, Cette étude vise à fournir aux ministres de l'agriculture et du développement rural de l'ASS des arguments solides qui leur permettront de justifier auprès de leurs collègues, en particulier les ministres des finances, la nécessité d'affecter davantage de ressources au développement agricole et rural, conformément à l'engagement pris par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en juillet 2003 à Maputo.

Événements

5 – 6 janvier, omc, Genève, conseil général, www.wto.org,

20 – 22 janvier, omc, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, www.wto.org

14 janvier, Mont réal, Canada, Comité OACI www.un.org

13 – 14 janvier, Ouagadougou, Burkina Faso, Conférence des chefs d'Etats de l'UEMOA et de la CEDEAO, contact : www.uemoa.org

19 janvier, omc, Genève, Organe de règlement des différends, www.wto.org

19 – 20 janvier, Caire, Egypte, Symposium de haut niveau : résultats axés sur la coopération au développement: la poursuite des intérêts nationaux. Contact **Web Site**: <http://www.un.org/ecosoc/newfunct/dfcairo.shtml>

20 – 22 janvier, Zurich, Suisse, *Social Entrepreneurs' Summit*, organisé par la Fondation Schwab en coopération avec le *World Economic Forum*. Contact : www.weforum.org

20 – 25 janvier, Accra, Ghana, **Douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement**, www.untacd.org

21 – 25 janvier, Montréal, Canada, Sixième réunion de la CDB : Groupe de travail sur l'accès et le partage des avantages. **Contact**: CBD Secretariat **Telephone**: 1-514-288-2220 **Fax**: 1-514-288-6588 **Email**: secretariat@cbd.int

Web Site: <http://www.cbd.int/doc/meeting.aspx?mtg=ABSWG-06>

23 – 27 Janvier, Davos, Suisse, forum économique mondial, Réunion annuelle **Web Site**: <http://www.weforum.org/en/events/AnnualMeeting2008/index.htm>

23 – 25 janvier, Mumbai, Inde, *At the Crossroads of Tax Co-operation*, conférence organisée par le *Centre de politique et d'administration fiscales* et la section Inde de l'International Fiscal Association. Mumbai, Inde. www.oecd.org

24 – 25 janvier, Santiago, Chili, L'intégrité et la confiance dans les pouvoirs publics, forum mondial organisé par la *Direction de la gouvernance publique et du développement territorial*. Contact : www.oecd.org

26 – 27 janvier, omc, Genève, conseil des aspects des droits intellectuelle qui touchent au commerce, www.wto.org

29 – 30 janvier, Genève, Suisse, Aide internationale et commerce. **Email**: aidandtrade@eventcommunity.co.uk. **Web Site**: <http://www.aidandtrade.org/>

4 – 5 février, Londres, Royaume Unie, Risques et responsabilités : les nouvelles réalités sur l'approvisionnement en énergie. Organisée par Chatham House, contact, : www.chathamhouse.org

6 – 8 février, Réunion de l'efficacité des objectifs énergétiques: l'amélioration de la conformité, de suivi et d'évaluation. Contact : atelier organisé par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le *International Task Force for Sustainable Products*. Contact : [ww.iea.org](http://www.iea.org)

11 – 12 février, Belgrade, Serbie, conférence ministérielle de la Charte pour l'investissement en Europe du Sud-Est, organisée par la *Direction des affaires financières et des entreprises* et le *Ministère de l'économie de la Serbie*, avec la participation du premier ministre de la Serbie et le *Secrétaire général de l'OCDE*. Contact : www.oecd.org